Frédéric Pichon

SYRIE

Pourquoi l'Occident s'est trompé

éditions du ROCHER

Frédéric Pichon

Syrie

Pourquoi l'Occident s'est trompé

ÉDITIONS DU ROCHER

Du même auteur

Du vieux avec du neuf.
Histoire et identité d'un village de Syrie. Maaloula, Presses de l'Institut Français du Proche Orient, Beyrouth, 2010.
Géopolitique du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord,du Maroc à l'Iran, en collaboration avec Florian Louis et Tancrède Josseran, PUF, « Major », 2012.

©Groupe Artège
Éditions du Rocher, Monaco, mai 2014
28 rue Comte Felix Gastaldi - 98015 Monaco
www.artege.fr
ISBN version papier : 978-2-26807-605-8
ISBN version numérique : 978-2-26807-655-3
Tous droits réservés pour tous pays

Avant-propos

Alors que le conflit entame sa quatrième année, il était nécessaire de réfléchir à la série d'erreurs qui nous ont empêchés de prendre la mesure de ce qui se trame en Syrie. La première fois que j'ai rencontré intellectuellement Frédéric Pichon, c'était en lisant son passionnant *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord* publié en 2012 aux PUF. J'avais beaucoup apprécié la clarté, la précision, la hauteur de vues de ce jeune chercheur, fin connaisseur du terrain syrien.

Comment expliquer qu'on se soit autant trompé, en Occident, sur le dossier syrien ? C'est le résultat d'un cocktail d'ignorance historique, de manichéisme politique et de *wishful thinking* diplomatique. Nous ne comprenons plus rien à ce qui se passe en Syrie parce que notre vision des sociétés orientales est teintée d'européanocentrisme. Dans les insurgés, nous n'avons voulu voir dès le départ que d'authentiques démocrates, ressemblant un peu à nos jeunes polytechniciens morts pour la liberté lors des trois glorieuses de juillet 1830. Tout ce qui n'entrait pas dans ce schéma – les profondes divisions de l'opposition, les exactions contre les chrétiens dans les zones libérées, l'islamisme virulent des katibas les plus efficaces sur le terrain –, nous l'avons occulté le plus longtemps possible. La plaie de la diplomatie contemporaine, c'est *wishful thinking* (prendre ses désirs pour des réalités). Parce qu'ils ont eu la peau de dictateurs coriaces comme Slobodan Milosevic, Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, les Occidentaux pensèrent que le « petit calibre » Bachar ne résisterait pas bien longtemps à leur pression psychologique. Ils n'avaient pas prévu que le dictateur jouerait une partition géopolitique très classique : laisser l'ennemi (le wahhabisme sunnite) se découvrir, mobiliser de puissants alliés (la Russie, l'Iran, le Hezbollah), puis passer tranquillement à la contre-offensive.

Dès l'été 2011, les médias et les gouvernements occidentaux médusés par le sort non-anticipé que l'Histoire avait réservé à Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, nous expliquèrent que la dictature syrienne n'en avait que pour quelques semaines. La France de Sarkozy se précipita pour fermer son ambassade à Damas, estimant sans doute qu'elle la rouvrirait quelques mois plus tard, quand se seraient installées de nouvelles autorités, forcément pétries d'idéaux démocratique. Ce faisant, nous nous privâmes d'un incomparable outil de

renseignement sur le pays et nous abandonnâmes à la seule diplomatie russe la possibilité d'influencer le cours des choses dans la capitale syrienne.

Sur le dossier syrien, la diplomatie française des dernières années a singulièrement manqué de constance, de pragmatisme et de réalisme.

Manque de constance : en quoi le Bachar honni de 2011 est-il idéologiquement différent de celui, courtisé, à qui l'on a accordé l'insigne honneur d'être invité au défilé du 14 juillet 2008 sur les Champs-Élysées ?

Manque de pragmatisme : imitant les Américains, nous avons fermé notre ambassade à Damas. La diplomatie est avant tout l'art de parler avec ses rivaux et à ses ennemis. Entretenir une ambassade à Copenhague est beaucoup moins utile qu'en entretenir une à Téhéran. Manque de réalisme : dès le milieu de l'année 2011, la France s'est prononcée pour un dialogue politique, mais ce dernier devait exclure la personne du président Bachar al Assad. C'est ignorer que ce dernier incarne à lui seul tout l'appareil étatique. Qu'on le veuille ou non, c'est lui qui incarne l'État en Syrie et personne d'autre.

En proposant à ses partenaires européens l'armement des rebelles syriens, la France a inutilement irrité la Russie, ainsi que le médiateur nommé par l'ONU, Lakhdar Brahimi. La seule solution pour le pays est qu'un dialogue sans conditions s'établisse entre le régime et l'opposition. La France aurait été bien avisée de soutenir la Russie dans cet effort dès le printemps 2011. Au lieu de cela nous avons donné des leçons de morale, qui n'ont à la longue, pas servi à grand-chose.

Renaud Girard
Chroniqueur international au Figaro

Introduction

« Ce n'est jamais la lutte entre le Bien et le Mal,
c'est le préférable contre le détestable. »
Raymond Aron, Le Spectateur engagé

« En fait, ni l'hybris des États-Unis d'aujourd'hui,
ni l'ingénuité des Européens,
ni l'idéalisme des Français
et leur goût persistant pour la grandiloquence
ne fonctionnent vraiment. »
Hubert Védrine, Continuer l'Histoire

À la mi-mars 2011 la brutale répression des services de sécurité syriens met dans la rue une partie de la population de Deraa, ville sunnite du sud de la Syrie, à quelques encablures de la frontière avec la Jordanie. Plusieurs adolescents, accusés d'avoir réalisé des graffitis anti-régime sont arrêtés et torturés. Certains décéderont. À ce jour, les versions diffèrent encore sur le nombre des victimes et sur le jour même de l'événement[1]. C'est à partir de cette date que la contestation envers le pouvoir syrien s'amplifie, non seulement à Deraa mais aussi bientôt dans d'autres villes de Syrie, comme Lattaquié ou Banyas. Dès le 27 mars 2011, Bachar al Assad se dit prêt à des concessions : il abroge l'état d'urgence en vigueur depuis 1963 ; il relâche près de 250 prisonniers politiques, pour la plupart islamistes. Mais le mouvement s'étend à travers la Syrie sans toutefois que les grandes villes comme Alep ou Damas ne soient touchées.

Très rapidement, dès avril 2011 semble-t-il, les armes circulent : à Banyas elles font des victimes parmi les forces de l'ordre et les soldats. L'opposition – et les médias occidentaux – expliqueront qu'il s'agit en fait de soldats fusillés pour avoir refusé de monter au combat. Joshua Landis, l'un des plus sérieux spécialistes américains de la Syrie fera un sort à ce qui n'était qu'une hypothèse. À Hama, des policiers sont dépecés et jetés dans le fleuve. À Jisr al Choughour, ce seront près d'une centaine de soldats qui perdront la vie, attaqués par des groupes très bien armés. La réplique est sans pitié. L'aviation reste au sol – à la demande de Moscou – dans les premiers temps, mais le régime fait donner les

chars. Le contexte du « printemps arabe » est alors favorable. Il a déjà emporté le régime de Ben Ali en Tunisie en 2010. Le pharaon Hosni Moubarak est renversé en février 2011. Et les armées de l'OTAN s'apprêtent à frapper le Guide libyen Mouammar Kadhafi, lui aussi contesté. Il semble alors inéluctable que le pouvoir syrien tombe à son tour durant l'année 2011.

Alors que le conflit entre dans sa quatrième année, non seulement le régime est toujours en place, mais il semble même que les Occidentaux, et en particulier les États-Unis, se soient résignés à son maintien au pouvoir en Syrie.

Trois erreurs ont été commises en Syrie :

- avoir sous-estimé la résilience de l'armée et du régime,
- avoir cru qu'une intervention internationale aurait pu avoir lieu malgré les Russes,
- avoir pensé que l'émotion aurait suffi à mettre les opinions publiques de la partie.

La France les a toutes faites.

La Syrie est une anomalie dans le Proche-Orient arabe. Et la vague de contestation qui s'est déployée depuis 2011 ne fait pas exception à ce phénomène. En Syrie, que l'on appelle cela révolution (*thawra*) ou révolte (*intifada*), cela n'a pas « fonctionné ». De multiples raisons n'ont pas été prises en compte, et ce malgré une longue tradition orientaliste de qualité et des générations de diplomates, excellents connaisseurs de la région.

Il semblerait que la diplomatie française ait été depuis 2007 davantage préoccupée de nommer des humanitaires ou des *businessmen* en puissance, appartenant à cette génération décomplexée de nouveaux serviteurs de l'État. Les ambassadeurs chevronnés, arabisants, rompus aux usages très *old school* que le Proche-Orient et en particulier la Syrie affectionnent, ont été mis de côté. Qu'un ambassadeur en Syrie soit contraint de se faire expliquer avant sa prise de fonction la différence entre les alaouites de Syrie et la dynastie alaouite du Maroc laisse pantois[2]. Certains fins connaisseurs de la Syrie, qui tendaient leurs grandes oreilles depuis des années entre Beyrouth et le mont Qassioun, n'ont pas voulu voir ce qui se tramait. Jusqu'au bout, jetant un œil apparemment borgne sur la Syrie, ils n'ont voulu voir que des slogans correspondant à nos catégories

occidentales et raconter un roman acceptable pour nos consciences soucieuses d'universalisme démocratique plutôt que de réalisme. Confronté en novembre 2012, sur une radio de service public, à des questions concernant la présence de plus en plus importante des djihadistes dans l'opposition, un blogueur de référence n'avait pu qu'éluder la question en faisant mine d'ignorer tout. Certaines administrations savent créer des fidélités qu'il est douloureux de renier… Personne n'a réussi à persuader le Quai d'Orsay de soutenir plutôt les opposants tolérés par le régime, garants d'une légitimité irréprochable et passés par les épreuves des geôles syriennes et de la répression. Nous les connaissions pourtant fort bien. La France, comme l'Union européenne, était en contact avec ces opposants qui allaient plus tard former le Comité de Coordination Nationale pour le Changement Démocratique. Fallait-il faire oublier qu'ils étaient catégoriquement hostiles à une intervention occidentale et que cela contrariait les calculs des dirigeants français à la culture atlantiste plus prononcée que par le passé ?

Or la contestation a été prise en main par les pires extrémistes, obéissant à un agenda largement dicté par les puissances du Golfe. On a beau jeu d'expliquer la radicalisation du conflit comme étant le fait du seul régime syrien. Bien sûr que ce dernier, plus à l'aise dans le combat que dans la négociation, a instinctivement pris le virage de la militarisation du conflit. Le calcul de l'Occident a été celui d'une chute rapide de Bachar al Assad et pour cet unique objectif, nous n'avons pas hésité à confier la sous-traitance du conflit à certains pays du Golfe, Qatar et Arabie Saoudite en tête. Les calculs de la diplomatie française en particulier, qui a choisi dès le début de monter aux extrêmes, se sont avérés catastrophiques pour les Syriens comme pour les groupes d'opposition que la France soutenait.

Avec de telles dispositions, l'affaire se présentait assurément très mal. C'est pourtant dans cette configuration que la diplomatie française aborde, au printemps 2011, la crise syrienne.

Il ne s'agit pas ici d'invoquer un quelconque déterminisme : après tout, les choses auraient pu tourner autrement. Bachar al Assad aurait pu être démis de ses fonctions par ses proches du premier cercle, afin de se protéger et de sauver ce qui pouvait encore l'être. L'attentat qui a décimé une partie du noyau dur du pouvoir le 18 juillet 2012 aurait pu toucher le président lui-même. L'Histoire, c'est-à-dire ce que la liberté des hommes construit dans le temps, n'est pas

prisonnière des déterminations culturelles, géographiques ou sociales. Mais force est de constater que rien de ce qui avait été annoncé ne s'est produit. Et bien isolés furent ceux qui ramèrent à contre-courant. Ils ne récoltèrent souvent que l'étiquette infamante de « pro-Assad ».

En Syrie, la France disposait d'atouts diplomatiques non négligeables, d'une bonne connaissance du dossier régional et d'une tradition ancienne de résolution des conflits. À cela, il faut ajouter une réputation de mesure et de capacité à dialoguer avec tous. Tout cela a volé en éclats. À l'occasion de la crise syrienne, la France a donné le spectacle de l'improvisation, de la démesure, d'une diplomatie de *cow-boy*s, à tel point que l'on peut se demander si le néoconservatisme de l'*Hudson Institute* n'a pas fait des émules sur les rives de la Seine.

Il faudra du temps pour se remettre de cette séquence. La France peinera à retrouver une voix audible dans le monde arabe et même plus largement dans un monde où l'« Occident » n'a plus la même signification ni les mêmes atouts. Dans ce nouvel ordre international, les relations entre les nations auront massivement besoin d'équilibre, de mesure, de concessions et de souveraineté. À vouloir contenter ses alliés du Golfe sur toute la ligne, la France s'est attiré la méfiance des pays émergents comme la Russie ou la Chine, mais aussi le Brésil ou l'Afrique du Sud. Pays qui sont avides de reconnaissance et arc-boutés sur leurs souverainetés. Paradoxalement, alors que les États-Unis ont compris la nécessité de « réduire leur empreinte », les gesticulations françaises n'ont fait qu'aggraver le fossé entre un discours universaliste de moins en moins performant et les réalités très prosaïques qui président aux rapports de forces mondiaux. De telles incohérences ne sont pas à rechercher dans nos forces militaires ou dans les services de renseignement. Elles sont imputables à la grande majorité des hommes qui composent notre personnel politique, pour qui les questions stratégiques sont subalternes, ou pensées selon le temps court de l'électoralisme. Le maniement de l'émotion, la manipulation des postures régaliennes et les envolées martiales sont devenus le cache-sexe d'une politique indigente, menée par des hommes que fondamentalement ces questions n'intéressent pas. Loin de proposer des solutions toutes faites, cet essai souhaite participer à une réflexion plus globale. Un redéploiement théorique semble nécessaire pour que la France retrouve le chemin de la puissance qui passe par

un renouveau de son influence et de sa crédibilité. Deux choses qui se sont perdues provisoirement dans les sables de Syrie…

I

Anatomie du conflit : un pays mosaïque

La Syrie est à la fois l'héritière d'un territoire historique sensiblement plus étendu, le Bilad ech Cham, carrefour civilisationnel, et des délimitations récentes subies, héritées de l'impérialisme européen dans la région, suite au démantèlement de l'empire ottoman. Avec le petit Liban voisin, la Syrie est l'un des pays arabes les moins homogènes du point de vue communautaire. En Syrie coexistent ainsi, avec une majorité d'Arabes sunnites – près de 65 % de la population –, des communautés aussi diverses que les alaouites, les chrétiens et des ethnies comme les Kurdes et les Arméniens. Cette réalité est d'autant plus prononcée que la société syrienne était l'une de celles où les questions confessionnelles et ethniques étaient les plus taboues. Une véritable *omerta* régnait sur cette question des appartenances communautaires, niée par un État qui se voulait laïc. De fait, aucun recensement confessionnel n'existe en Syrie. N'importe quel Occidental qui a côtoyé les Syriens a pu mesurer la gêne qu'il y avait à répondre à une question – perçue comme maladroite – portant sur les origines de son interlocuteur. Au contraire, dans le petit Liban voisin, ces particularités sont exaltées au grand dam de la frange moderne de la population qui aspire toujours au mariage civil et à la déconfessionalisation des documents d'identité. Tout se passe comme si l'ombre de la *fitna* – la dissension confessionnelle –, planait sur une société fragile, qu'un régime se voulant laïc travaillait avec brutalité parfois à amener à une certaine idée contrainte de la syrianité, débarrassée des oripeaux jugés bourgeois ou réactionnaires qu'étaient les appartenances religieuses. Le mot d'ordre baasiste et séculariste qui faisait de toute évocation de la confession un encouragement à la *fitna* a laissé des traces dans la population. Quant aux appartenances ethniques non arabes, Kurdes notamment, elles s'opposaient à la moderne idée du nationalisme arabe, concept dont il faut bien reconnaître qu'il était largement issu de la modernité occidentale. Dans la réalité, la situation était tout autre, mais restait cette pudeur à évoquer son origine et ce réel attachement à la Syrie grâce à un nationalisme

largement forgé sur le dos d'Israël et de la cause palestinienne. Nationalisme qui explique aussi pourquoi le régime pourrait parvenir à reterritorialiser la révolte et en venir à bout en jouant la carte du nationalisme syrien.

Une lecture seulement confessionnelle ou ethnique de la société syrienne serait cependant insuffisante : la spécificité de la coexistence de ces communautés est certes bien réelle, mais elle se double de logiques tout aussi structurantes qui sont d'ordre tribal, clanique. Et pour aller plus loin encore, il faut ajouter que la structure sociale syrienne est marquée par les héritages de la société bédouine, elle-même scindée entre groupes sédentaires et groupes nomades.

Comme pour une grande partie du monde postcolonial, les frontières nationales au Moyen-Orient apparaissent comme une imposition de l'extérieur, non pas tant qu'elles ne sont pas bien tracées mais plutôt parce qu'elles n'ont eu longtemps aucun sens dans cet espace. Ces frontières, tracées au cordeau, firent abstraction des relations et de réseaux d'échanges séculaires qui avaient structuré la vie de ces populations[3]. Ces régions avaient été au cœur de tous les échanges : de ceux – mythiques – de la soie et de biens divers, mais aussi plus récemment d'armes servant aux conflits internes ou externes de pays frontaliers comme l'Irak et le Liban. Les grandes routes de ces échanges traversaient la Syrie traditionnellement dans cette active aire de passage : nord-sud soit Occident-Orient et, d'est en ouest, via le désert vers le littoral. Elles y avaient leurs étapes non plus caravanières, mais motorisées et internationales et des centres commerciaux très actifs et modernes. Ces limites artificielles, très poreuses, séparèrent arbitrairement des populations pour qui les logiques claniques et les réseaux d'échange fonctionnaient sur une autre représentation de l'espace. Elles continuent de diviser les familles et les privent parfois de leurs terres ancestrales. Elles leur imposent des allégeances modernes (à un État central) ou des fidélités nouvelles via le parti Baas. À cet égard, les « bricolages » mandataires illustrent bien le mépris total de la dimension spatiale. Ainsi l'affaire du « Bec de canard », région du Nord-Est de la Syrie qui longe brièvement le Tigre. Les accords Sykes-Picot de 1916 prévoyaient que le vilayet de Mossoul serait dans la sphère d'influence française, mais à la suite de transactions mercantiles, les accords d'après-guerre attribuèrent ce territoire aux Britanniques, en échange d'une participation française aux bénéfices de l'exploitation pétrolière. Il en fut

de même en 1937 : la France détacha de la Syrie l'actuelle province turque du Hatay qui constituait le « sandjak d'Alexandrette ». Elle fut ensuite officiellement cédée fin juillet 1939 à la Turquie : en échange, Ankara s'engageait à ne pas intervenir dans le second conflit mondial qui s'annonçait. Nombre de familles syriennes conservent précieusement leurs titres de propriétés en Turquie, y gardent d'étroites relations familiales, parlent le turc. Elles furent les victimes de ces arrangements peu glorieux qui faisaient fi des réalités. Jusqu'à ces dernières années, la Syrie refusait d'accepter cette amputation de son territoire national qu'elle considérait comme provisoire. Une normalisation récente et des accords entre les deux pays avaient enfin ouvert les frontières. L'actualité braque donc et de nouveau, ses projecteurs sur cette région frontalière sans expliquer l'extrême complexité historique, géopolitique et aussi ethnique et religieuse de la situation.

Certaines de ces régions éloignées du pouvoir central sont d'ailleurs entrées en contestation très vite. À cet égard, la géographie de la révolte syrienne est sans appel, à rebours des simplifications manichéennes qui décrivaient le soulèvement d'un peuple contre un pouvoir arbitraire. Une partie de ce soulèvement a été aussi celui de potentats ravis de se débarrasser d'une tutelle, celle d'un État « moderne » aux prétentions unificatrices qui n'ont jamais été acceptées. Certaines villes, villages ou quartiers à la périphérie des centres historiques étaient notoirement connus pour leurs trafics habituels, par le petit peuple comme par les clans tribaux pauvres, déclassés et marginalisés, et en partie mal sédentarisés à la lisière des zones rurales. Ce sont ces quartiers informels qui abritent actuellement dans les métropoles les quartiers dits « rebelles ». Les quelques tentatives récentes d'avant la crise, comme celle de surveiller le trafic des frontières, de combattre la corruption ambiante qui en résulte, ont été lettre morte et faisaient partie des vaines promesses que le président Bachar al Assad, avec son discours moderne et occidentalisé en apparence, n'a pas été en mesure de tenir.

Mais ces frontières sont aussi des zones de non-droit soumises à des pouvoirs locaux traditionnels qui règnent des deux côtés, y imposent leurs lois. La coexistence avec le pouvoir central est ainsi très souvent monnayée ou marchandée. La crise, depuis 2011, n'a fait que renforcer cette tendance centrifuge, héritage structurel de l'histoire syrienne. Si l'on considère les deux

villes moyennes qui furent l'épicentre de la rébellion dès les débuts, Homs et Deraa, elles présentent les mêmes troublantes similitudes. Homs n'est qu'à vingt kilomètres de la frontière libanaise et connaissait traditionnellement une forte criminalité du fait de sa situation de carrefour contrebandier : drogue, armes, et salafistes y transitaient dans les deux sens, avec il est vrai parfois la bénédiction de responsables locaux qui empochaient au passage leur commission. Deraa, ville commerçante sunnite, s'appuyant sur les logiques transfrontalières de tribus hostiles au pouvoir central, a toujours été une tête de pont des Frères Musulmans, qui il faut le rappeler, sont tolérés en Jordanie. Deraa ne se trouve qu'à 4 km du royaume Hachémite et était connue pour avoir largement pourvu aux départs de djihadistes pour aller combattre les Américains en Irak.

Dans ces villes, comme à Qusayr, les premières semaines de contestation semblent pacifiques, mais il est évident que les filières de contrebande avaient permis d'acheminer des armes en quantité massive. Soigneusement stockées dans des tunnels et des abris, elles étaient prêtes à servir quand l'heure vint.

*L'*asabiyya *alaouite*

Une autre réalité fait du terrain syrien un espace à part : son histoire politique récente et la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963 et par l'entourage des Assad ensuite. Cet aspect, essentiel pour expliquer la résilience du régime, a également été négligé dans l'appréciation du conflit. Il était pourtant bien connu et avait été décrit par de nombreux observateurs. C'est en reprenant une catégorie célèbre de l'historien maghrébin Ibn Khaldoun : le concept d'*asabiyya*, que l'on peut comprendre la force du lien communautaire qui unit la communauté alaouite de Syrie autour du pouvoir syrien. Selon l'anthropologie, une *asabiyya* est un « groupe de solidarité » à effet politique ou économique. Cette solidarité peut reposer sur l'ethnie, le territoire, la religion, ou simplement le but à atteindre. Cette donnée fondamentale alliant cohésion et conscience du groupe semble avoir échappé aux analystes comptant sur une chute rapide du régime dès les débuts de la contestation. Elle fut pourtant le carburant de la conquête puis du maintien au pouvoir de la famille Assad et de ses clients. Dans le cas de la *asabiyya* au pouvoir en Syrie, beaucoup de ses membres sont alaouites certes : ils proviennent du nord du djebel Ansarieh, la montagne qui longe le littoral au Nord-Ouest. Mais ce « groupe de solidarité » compte aussi des sunnites et des personnes issues d'autres régions de Syrie[4]. En effet, le

régime actuel est l'héritier de la prise du pouvoir opérée en novembre 1970 par le général Hafez al Assad après vingt-cinq ans d'une vie politique chaotique post-indépendance, dans une Syrie héritée du découpage colonial. Comme dit plus haut, avec le petit Liban voisin, la Syrie est un des pays arabes les moins homogènes du point de vue communautaire. S'agit-il pour autant d'un complot alaouite qui aurait mené au pouvoir une petite clique repliée sur ses croyances hétérodoxes, bien décidée à prendre sa revanche sur les sunnites, comme certains l'ont suggéré ? En réalité, la situation de la Syrie après l'indépendance, la structuration d'une idéologie panarabe, socialiste et laïque autour du Baas et le rôle de l'armée expliquent davantage cette situation : les minorités furent surreprésentées dans ces catégories parce qu'elles avaient le plus intérêt ou davantage de facilités à se mouvoir dans un tel cadre. Typiquement, les minorités en général et les alaouites en particulier avaient toutes les raisons d'être surreprésentés dans l'armée. À l'époque du mandat français sur la Syrie, les membres de ces communautés rechignaient moins que les sunnites nationalistes à s'engager dans une armée au service de la puissance mandataire. D'autre part, leur pauvreté générale les empêchait de pouvoir se soustraire aux obligations militaires par le rachat de leur engagement. Enfin, alors que les bourgeoisies urbaines sunnites délaissaient l'armée comme moyen d'ascension sociale, les alaouites trouvaient là une occasion de quitter leurs montagnes reculées. Même explication par la suite : les obligations confessionnelles ne furent qu'un des nombreux moyens par lesquels le népotisme s'étendit à la société syrienne tout entière.

En plus de l'armée, les alaouites ont également acquis le pouvoir à travers le parti Baas. Dès les premières années, le Baas a particulièrement attiré les Syriens de milieux ruraux et des minorités, y compris les alaouites, qui ont adhéré en grand nombre, en particulier à la branche de Lattaquié du parti Baas. Les migrants ruraux qui se rendaient à Damas pour étudier, constituaient la majorité des membres du Parti Baas. Ils appartenaient à ces nouvelles classes avides d'élévation sociale, fils de paysans nouvellement arrivés dans les villes. Par exemple, à Alep, certaines écoles du secondaire allaient fournir les trois quarts de leurs effectifs au parti Baas. La doctrine du parti avait de quoi attirer, et en particulier, deux concepts ont attiré les alaouites : le socialisme et la laïcité. Le socialisme offrait des possibilités économiques pour les membres de l'une des

communautés les plus misérables du pays. Il est à noter cependant que le socialisme du Baas sous Hafez fut entaché de nombreux virages « bourgeois » visant à ne pas s'aliéner les couches supérieures de la puissante bourgeoisie commerciale sunnite. La laïcité – c'est-à-dire le relatif retrait de la religion de la vie publique – offrait la promesse d'être moins en butte aux préjugés de la part d'une minorité méprisée dans l'imaginaire musulman. Quoi de plus attrayant pour les membres d'une communauté religieuse opprimée que cette combinaison de ces deux idéologies ? C'est sans doute ces deux aspects du *corpus* idéologique baasiste qui ont convaincu en masse les alaouites et les autres minorités rurales pauvres d'adhérer, davantage que le nationalisme arabe du Baas. Pour les chrétiens, l'ascension sociale passa par l'administration, les professions libérales et les milieux de l'enseignement. Contrairement à la Jordanie ou à l'Égypte, l'armée ne fut pas pour eux le moyen privilégié pour s'élever dans la société syrienne.

Qui sont les alaouites ?

« Alaouites » est le terme que les alawis (également appelés alaouites) s'appliquent habituellement à eux-mêmes ; mais jusqu'en 1920 ils n'étaient connus des orientalistes ou des musulmans que comme Nosayris ou Ansaris. Le changement de nom – qui remonte à l'époque du Mandat français en Syrie – ne fut pas anodin. Le terme de Nosayri renvoie très clairement aux différences du groupe par rapport à l'islam qui les considère comme des impies (*kouffar*), tandis qu'« Alawi » suggère le rapprochement avec Ali (le gendre du prophète Mahomet) et assimile de façon lointaine l'alaouisme à l'islam chiite. Par conséquent, les opposants au régime d'Assad ont l'habitude d'utiliser le premier terme dans un sens qui se veut péjoratif. Quant aux partisans du régime, ils font usage du deuxième. Pour la majorité des théologiens sunnites, les alaouites sont des hérétiques. Ibn Taymiyya, théologien sunnite syrien des XIIIe et XIVe siècles et actuel inspirateur du salafisme, prononça même une *fatwa* appelant à répandre le sang des alaouites. Avant lui, le penseur musulman Abu Hamid al Ghazali (1058-1111), avait déclaré que les tuer était un devoir sacré.

Les alaouites aujourd'hui sont approximativement au nombre de 2 millions. Ils constituent près de 10 % de la population syrienne. Les trois quarts des Syriens alaouites vivent dans la région de Lattaquié, la province du nord-ouest de la Syrie, où ils représentent près des deux tiers de la population. Communauté

longtemps impénétrable, elle trouve son origine autour d'une religion assez composite où le secret et la dissimulation sont la règle. Les doctrines alaouites datent du IXe siècle et sont issues de la branche des chiites duodécimains. Aux environs de 859 après J.-C., un certain Ibn Nusayr s'autoproclama *Bab* (« porte de la vérité »), un personnage clé dans la théologie chiite. Sur la base de cette autorité, Ibn Nusayr échafauda un enseignement complet, ésotérique, qui fit de l'alaouisme une religion distincte. Selon Ibn Kathir (mort en 1372), là où les musulmans proclament leur foi avec la phrase : « Il n'y a de divinité que Dieu et Mahomet est son prophète », les alaouites affirment : « Il n'y a pas de divinité à part Ali, pas de voile, mais Muhammad, et pas de *Bab* sauf Salman. » Les alaouites rejettent les grands principes de l'islam. Du point de vue théologique, ils doivent être considérés comme des non-musulmans, tant leurs doctrines sont éloignées de l'islam.

En réalité, certaines doctrines alaouites semblent provenir du paganisme phénicien, du mazdéisme et du manichéisme. Mais c'est avec le christianisme que l'alaouisme semble présenter le plus d'affinités, du moins si l'on s'en tient aux observations parcellaires collectées par les orientalistes. Les cérémonies religieuses alaouites impliquent du pain et du vin et les alaouites considèrent Ali, le quatrième calife, comme l'incarnation de la divinité. La religion alaouite fonctionne aussi autour de la croyance en une divinité trine, sorte de sainte Trinité, composée de Mahomet, Ali et Salman al Farisi, un esclave affranchi de Mahomet. Les alaouites célèbrent de nombreuses fêtes chrétiennes, y compris Noël, le Nouvel An, l'Épiphanie, Pâques, la Pentecôte et le dimanche des Rameaux. Pour toutes ces raisons, de nombreux observateurs – notamment des missionnaires – ont soupçonné chez les alaouites, un penchant secret pour les chrétiens. Même le colonel Lawrence les décrit comme « ces disciples d'un culte de la fécondité, purs païens, anti-étrangers, se méfiant de l'islam, assimilés par moments au christianisme par la persécution commune ». L'islamologue jésuite Henri Lammens en avait conclu dans les années 1930 que « les Nusayris étaient chrétiens » car leurs pratiques semblaient combiner des éléments chrétiens avec des éléments chiites. Il est vrai qu'à l'époque, la grande affaire des jésuites était de convertir ces alaouites au christianisme afin de mieux les détacher encore du reste de la Syrie : ce fut globalement un échec, même si quelques villages firent officiellement profession de catholicisme en 1932 dans le Djebel Ansarié. Mais à

vrai dire, on pourrait en dire autant de l'islam. Certains aspects islamiques furent mis en avant postérieurement par les alaouites pour tenter de se rapprocher de l'Islam : ainsi Hafez al Assad fit construire des mosquées dans son village natal, mosquées la plupart du temps inutilisées mais construites pour mieux se fondre dans le paysage musulman de la Syrie. Les véritables lieux de prière et de recueillement des alaouites restent les qoubba (littéralement « la coupole ») ou les ziyara (littéralement « le lieu de visite » ou « le mausolée »), en général de minuscules édifices blancs bâtis au-dessus de la tombe d'un saint et surmontés d'une coupole. Parfois, un arbre ou une source sacrée peuvent même servir de temple. En fait, les détails de la foi alaouite sont cachés non seulement aux gens de l'extérieur, mais même à la majorité des alaouites eux-mêmes. Contrairement à l'islam, qui est fondé sur des relations directes entre Dieu et le croyant, l'alaouisme permet seulement aux gens de sexe masculin nés de deux parents alaouites d'apprendre les doctrines religieuses. Lorsqu'ils sont jugés dignes de confiance, ceux-ci sont initiés à quelques-uns des rites, au sortir de l'adolescence ; d'autres mystères sont révélés plus tard et seulement peu à peu. Le secret religieux est strictement maintenu, sous peine de mort.

La famille Assad

Né en terre alaouite à Qardaha près de Lattaquié en 1930, Hafez al Assad adhère très jeune au parti Baas. Il est issu d'une famille pauvre du nom d'al Wahch, « le sauvage » en arabe, nom qui sera transformé plus tard en un patronyme plus flatteur : le lion (al Assad). Élève à l'école militaire de Homs, il en sort en 1955 avec le grade de lieutenant et un brevet de pilote de chasse.

À partir de la prise du pouvoir par le parti Baas en 1963, il entame une habile et patiente carrière politique. Nommé général et commandant des forces aériennes en 1965, il devient ministre de la Défense l'année suivante. Dès lors, Hafez utilise la « tactique de l'artichaut » : utiliser les deux postes clés que sont le commandement de l'aviation et le ministère de la Défense pour organiser la conquête méthodique de l'armée avant celle de l'État. Au même moment, le propre frère d'Hafez, Rifaat al Assad, se voit confier le soin de mettre sur pied des « brigades spéciales », dont les membres, recrutés dans son village natal de Qardaha en pays alaouite, vont constituer une véritable armée privée qui jouera un rôle essentiel dans le coup d'état de novembre 1970, mené sans effusion de sang et pudiquement baptisé « Mouvement de rectification ». Ainsi, dès la fin

des années 1960, les alaouites avaient éliminé des postes clés les autres groupes minoritaires et, en 1970, le coup d'État d'Hafez al Assad sanctionnait la mainmise sur le pouvoir d'une *asabiyya* à base communautaire et non plus politique. À partir de cette date, le recrutement des cadres et des responsables du régime se fait massivement au sein de cette communauté. L'enjeu est clientéliste, mais devient aussi une question de survie : le soulèvement des Frères Musulmans de Hama en 1982 et sa répression sans états d'âme ont montré aux alaouites en général et aux « minoritaires » en particulier combien leur sort était lié à la survie du régime. Rappelons que le siège de Hama en 1982 fut engagé suite à une série d'attentats et de tueries visant des alaouites depuis 1975 et en particulier en juin 1979, quand 83 cadres alaouites furent exécutés parce qu'alaouites à l'Académie Militaire d'Alep. À Alep, entre 1979 et 1981, 300 fonctionnaires, militaires, universitaires ou religieux alaouites seront abattus par des groupes armés, perpétrant les tout premiers attentats à la voiture piégée de la région.

Au fil des années, le détournement des ressources de l'État est devenu l'un des aspects majeurs de cette *asabiyya*, même si l'action d'Hafez al Assad lui-même allait au-delà des seuls intérêts financiers. Pourtant, le régime a su s'attirer les faveurs d'une partie de la bourgeoisie commerçante sunnite en l'incluant dans une politique économique menée à coups de virages « bourgeois », c'est-à-dire moins socialisants que ne l'aurait voulu l'aile gauche du parti Baas. Le mariage de l'actuel président Bachar avec Asma Akhras, issue d'une grande famille sunnite, montre la nécessité qu'a eue le régime d'élargir la base de son soutien, même si les services de sécurité, l'État-major et les meilleures unités de l'armée, comme la 4e division, dirigée par le frère de Bachar, Maher, sont presque essentiellement composés d'alaouites. Enfin, le régime a su se poser en défenseur des autres minorités, chrétiennes notamment, à l'exception des Kurdes syriens, longtemps ignorés et très étroitement surveillés dans leurs revendications d'autonomie. Une des premières mesures durant l'année 2011 fut d'octroyer à près de 300 000 Kurdes les papiers qu'ils réclamaient depuis 40 ans. Mais il était trop tard : il est de plus en plus évident que les Kurdes de Syrie sauront faire bon usage de leur autonomie de fait au sein du chaos territorial syrien actuel.

Le développement d'un discours nationaliste arabe, évacuant quasiment le

passé islamique de la Syrie et privilégiant la longue durée dans l'histoire syrienne devint un classique du discours officiel : ainsi, la Syrie, « creuset des civilisations », d'Ugarit aux Omeyyades en passant par saint Paul, les Byzantins et le panarabisme, pouvait ne pas être uniquement terre d'islam. Dans le même temps, on assistait au développement d'une « laïcité » assez poussée[5] au prix d'une distorsion de la réalité religieuse certes, mais qui traitait également toutes les confessions et en particulier les chrétiens. Ainsi le régime des *waqfs* – biens religieux – est unifié en Syrie : monastères et églises bénéficient, tout comme les mosquées, de la gratuité de l'électricité et de l'eau, tandis que ces biens sont inaliénables. En 1973, le premier projet de constitution syrienne omettait même de préciser la confession du président. Le projet avait été entre autre préparé par un chrétien, Georges Chalhoub, originaire de Maaloula : à la suite de violentes émeutes, le projet fut amendé et désormais l'obligation fut faite au chef suprême d'être musulman. Hafez al Assad dut faire en sorte d'obtenir une *fatwa* qui faisait des alaouites des musulmans, *fatwa* sans valeur magistérielle aucune et émanant de surcroît d'un imam certes très célèbre mais d'obédience chiite, Moussa Sadr, disparu en 1978 en Libye. Auparavant déjà, dès l'époque du Mandat français, les alaouites avaient bénéficié d'une *fatwa* de circonstance prononcée en juillet 1936 par l'une des plus hautes autorités sunnites de l'époque, le mufti de Palestine Hajj Amin al Husayni. Ils avaient obtenu leur reconnaissance officielle en tant que musulmans. Cette nécessité d'apparaître comme « musulman » en dit long sur la situation de « citadelle assiégée » que ressentait le pouvoir alaouite dans un pays majoritairement musulman n'attendant qu'une occasion pour rappeler la force du nombre de l'*oumma* sunnite…

Il faut bien admettre qu'au-delà des slogans, de la propagande et du bricolage idéologique du régime, dont on ricanait parfois en privé dans les milieux éduqués, la société syrienne avait fini par aboutir à une forme inattendue de cohésion nationale. En témoignait l'attachement général au modèle de société syrien, séculariste et centralisateur, modèle jugé supérieur au fonctionnement de la plupart des pays arabes. Curieusement, les Syriens développaient un complexe d'infériorité vis-à-vis du Liban : la modernité de la société libanaise, beaucoup plus permissive, était parfois enviée avec ses *night-clubs*, ses grands hôtels et sa vie culturelle intense. Mais le confessionnalisme politique en vigueur au Liban

était vu comme une tare dont la Syrie était préservée. Ce qui justifiait d'ailleurs les 30 années d'occupation du pays du Cèdre aux yeux de beaucoup. De la même façon, les grandes villes sunnites comme Damas ou Alep ne rejoindront jamais la contestation. Certes, notamment à Damas, ces métropoles sont davantage quadrillées par les forces de sécurité. Mais la bourgeoisie commerçante a, dans son ensemble, fait le gros dos en attendant des jours meilleurs. Si une partie d'Alep a pu tomber en août 2012, c'est pour des raisons externes : les rebelles, recrutés pour partie dans les périphéries rurales délaissées ont pris en quelque sorte leur revanche sur les citadins obligés de se réfugier dans les quartiers contrôlés par l'armée syrienne. Pour les mêmes raisons et contrairement aux attentes, les défections dans l'armée depuis les débuts du soulèvement furent assez limitées. D'une part parce que le corps des officiers est majoritairement alaouite. D'autre part parce que les unités les moins « homogènes » (rappelons qu'une grande majorité des soldats et conscrits syriens sont sunnites) furent stationnées dans leurs casernes quand elles n'étaient pas reconnues comme « sûres ».

La faute à la mondialisation

On ne peut comprendre le déclenchement de la crise sans prendre en compte la mondialisation et son impact sur l'espace syrien. Contrairement à une présentation simpliste et européanocentrée du conflit, la révolte démarrée en mars 2011 n'a rien de spontané ni d'uniquement « politique ». En tout cas, toute vision téléologique sur l'inéluctabilité de la révolution syrienne comme produit historique de l'évolution des sociétés arabes bute sur plusieurs écueils. Certes, on ne peut nier que les bouleversements intervenus en Tunisie puis en Égypte n'aient pas eu une influence sur le processus. Mais les aspirations révolutionnaires syriennes ne furent pas comparables à celles des classes moyennes urbaines occidentalisées de Tunis ou du Caire, ni le fait d'une révolution qui fit tellement fantasmer. La Syrie, qui a engagé à partir des années 2000 une politique d'insertion dans les échanges internationaux, en a récolté les effets spatiaux. Car ce sont avant tout les laissés pour compte de l'ouverture économique qui fournissent les gros bataillons des révoltés. Ces populations furent touchées de plein fouet par les effets classiques de la mondialisation que sont le creusement des inégalités et le retrait de l'État de la sphère économique. En effet, l'ouverture timide à partir des années 1990 à l'économie de marché

sous Hafez, puis la politique d'insertion partielle dans la mondialisation sous Bachar ont permis aux classes urbaines de profiter des avantages d'une mondialisation qui fit exploser les échanges et affluer les touristes (les ambitions du régime dans ce domaine étaient grandes). Mais cette politique eut son lot de corruption, de destruction d'emplois au profit des productions manufacturières venues d'Asie. Le désengagement de l'État fut douloureux notamment chez les populations rurales encadrées par un système de coopératives subventionnées. Comme le rappelle Fabrice Balanche, « ce nouveau contexte économique remit en cause l'organisation socio-spatiale héritée de la période baasiste qui se voulait plus égalitaire en favorisant les périphéries dont le nouveau personnel politique était issu[6] ». La géographie de la révolte syrienne est à cet égard sans appel : au-delà des considérations politiques et même confessionnelles, ce sont majoritairement les espaces périurbains et les bourgs ruraux qui se sont soulevés et qui fournissent encore les gros bataillons des rebelles. Ce qui est remarquable en Syrie, c'est que le mouvement n'a pas touché Damas ou Alep mais est né en périphérie, dans les espaces ruraux ou dans les quartiers urbains « ruralisés » des banlieues. Or la ruralité syrienne est un fait géographique majeur du territoire. Dans la plaine côtière verdoyante, maraîchère et fruitière ; dans la région nord et frontalière avec la Turquie ; mais aussi dans les plaines ou plateaux du centre et du nord-est dont la Jéziré, l'Île, triangle fertile entre Tigre et Euphrate, que la planification socialiste transforma en terre de coton et de céréales. Mais elle était largement en crise depuis des années.

À cela s'ajoute la dérive mafieuse de certains proches du régime ou membres de l'administration qui adoptèrent très rapidement un mode de fonctionnement capitaliste individualiste dans les nouveaux secteurs libéralisés comme la téléphonie mobile ou les secteurs industriels privatisés. On a souvent coutume, à tort, d'incriminer essentiellement la communauté alaouite dans cette captation des ressources nouvelles que les réformes économiques du régime avaient permises. Si la personnalité du cousin de Bachar, Rami Makhlouf, se détache et sert d'épouvantail pour dénoncer la corruption généralisée des « oligarques » syriens alaouites, il faut garder à l'esprit que l'immense majorité de ceux qui ont profité de cette ouverture économique et qui se sont enrichis, sont des hommes d'affaires appartenant à la bourgeoisie sunnite des grandes villes. Avec une démographie galopante (près de 60 % de Syriens avaient moins de 20 ans avant

la crise), une inflation masquée, mais de l'ordre de près de 25 %, des prix et des loyers fortement impactés par l'afflux des réfugiés irakiens et par des sécheresses à répétition, les ingrédients de l'explosion sociale étaient réunis depuis longtemps. Dès février 2011, sentant la région vaciller, le régime tenta de devancer les événements en prenant des mesures économiques en direction de ces catégories : un fond de 250 millions de dollars fut affecté à des prestations financières pour près de 400 000 personnes. L'État diminua (parfois drastiquement) les taxes sur les produits alimentaires essentiels. Mais il était trop tard.

L'islamisme comme moteur de la révolution

Encore fallait-il un catalyseur à ces frustrations observées déjà depuis quelques années et dont le régime n'a semble-t-il pas eu conscience. Et c'est une fois de plus la mondialisation et notamment celle de l'information qui a joué ce rôle. Depuis près d'une décennie, le régime a commis l'erreur de sous-traiter en quelque sorte la question sociale par le biais d'organisations proches de certains pays du Golfe, à condition que celles-ci ne se mêlent pas de politique. Comme les investissements affluaient massivement depuis ces mêmes pays (Arabie Saoudite, Qatar), le régime fermait les yeux puisqu'ils lui fournissaient les IDE nécessaire à ses projets de développement. Tout se passe comme si le régime avait laissé prospérer l'envers de cette abondance de flux financiers sans en mesurer les conséquences sociales et politiques. Car les financements portaient aussi sur les bâtiments, mosquées, *madrasas* qui fleurirent dans toute la Syrie. Pour qui a connu la Syrie des années 2000, l'aspect massif de ces fonds eut un impact radical sur les paysages urbains eux-mêmes. Les mosquées monumentales ont poussé dans toutes les grandes villes, mosquées parfois surnuméraires, et les tensions spatiales, encore renforcées par la puissance des décibels, étaient palpables. À Damas, on pouvait ainsi fréquenter sans problème des *madrasas* salafistes ayant pignon sur rue, avec leurs étudiants au discours très dur, venus du monde entier et d'Europe en particulier. À Maaloula même, ville en partie chrétienne dont le régime avait clairement fait un symbole en même temps qu'une vitrine de sa laïcité, au nom d'une vision de la Syrie comme « creuset des civilisations », la mosquée des années cinquante s'était dotée à la même période de haut-parleurs surpuissants, sans que quiconque puisse s'y opposer. Des villageois expliquaient que les financements en provenance du

Golfe étaient simples à obtenir : quand un quartier avait des besoins, il suffisait alors de faire poser quelques enfants dépenaillés devant la petite mosquée pour que la photographie, montrée lors de grandes opérations de *fund raising* à des bienfaiteurs saoudiens, donne lieu à des financements la plupart du temps d'ailleurs totalement disproportionnés. Aujourd'hui, ce sont d'autres photographies qui sont exhibées, celles de bataillons qui orchestrent des mises en scène outrageusement islamistes : le résultat est le même. Pour obtenir des financements, il faut montrer patte blanche en matière religieuse, quitte à forcer le trait comme l'ont reconnu des commandants de brigades rebelles.

L'État syrien se réclame d'un certain sécularisme. Il faut reconnaître que les minorités chrétiennes furent largement privilégiées par rapport aux autres confessions, grâce à leur position économique et politique. Cette protection qui s'accompagne de contreparties politiques en matière de loyauté a permis aux chrétiens de Syrie de jouir d'une totale sécurité depuis l'avènement du Baas au pouvoir. Ils construisent des églises, portent des signes ostentatoires, célèbrent Noël et les autres fêtes chrétiennes avec éclat dans l'ensemble des villes et villages syriens. Mais la radicalisation des comportements sociaux de la majorité sunnite, l'adoption du voile et des longs manteaux sombres pour les femmes, la place centrale de la mosquée et de la prière publique pour les hommes, les inquiétaient déjà depuis quelques années. Les médias nationaux où la propagande le disputait aux programmations ternes, à part quelques séries turques fort prisées, ne rendaient pas compte de ce phénomène. Le développement des médias satellitaires arabes et notamment d'Al Jazeera est venu se greffer sur cette profonde désaffection. Le Qatar, depuis l'accession au pouvoir de l'émir al Thani en 1995, s'est en effet distingué par un choix géopolitique radical, ambigu mais assumé : accueillir et servir de base arrière à tous les mouvements d'opposition aux régimes arabes pour peu qu'ils soient liés aux Frères Musulmans. La chaîne Al Jazeera leur a donné une formidable tribune et prolongé en quelque sorte le *soft power* qatari. Avec ces chaînes satellitaires, une sorte de contre-société a pu se former par le biais des sociabilités traditionnelles. Dans les échoppes, les maisons familiales, les quartiers, ces chaînes touchèrent un large public du fait du sous-emploi chronique de la société syrienne. Le pouvoir, qui avait pourtant fait du contrôle de l'information le cœur de son système de répression, s'est laissé doubler. La

question confessionnelle, en l'occurrence ici à dominante islamiste, fonctionna comme une sorte d'échappatoire aux difficultés de l'heure. Elle a joué à plein lors du déclenchement de la révolte. Ainsi la prière du vendredi vint encore accentuer la dimension confessionnelle du mouvement : les premiers cortèges de manifestants se formèrent après la prière hebdomadaire dans certaines villes.

Dès les débuts du « printemps arabe », les prêches enflammés de personnalités religieuses saoudiennes ou qataries, les *fatwas* appelant à destituer tel ou tel dirigeant eurent, par-delà les frontières, un impact fondamental sur la crise syrienne. Pour la première fois furent réunies les conditions d'une véritable mondialisation de l'information arabe, par le biais du rôle clef qu'a notamment joué la chaîne Al Jazeera : le lendemain de la chute du régime de Moubarak, c'est l'une des stars de la chaîne, le prédicateur égyptien en exil au Qatar, Youssef al Qaradawi[7], qui dirigea la prière depuis la place Tahrir le 18 février 2011. Preuve que la dimension
confessionnelle fait aussi partie de l'équation, en avril 2011, moins d'un mois après le déclenchement de la révolte, le gouvernement décidait de revenir sur sa décision de juillet 2010 d'exclure de l'enseignement public toutes les institutrices portant le *niqab*.

La mondialisation trouve enfin un troisième champ d'application dans le conflit syrien. Très rapidement, le réseau internet et la porosité des frontières, notamment au nord avec la Turquie ont propagé l'idéologie djihadiste de façon exponentielle par rapport aux précédents afghan et irakien. Ce *djihad* d'abord virtuel, vécu à travers les vidéos postées sur les réseaux sociaux tels que Youtube, est devenu une partie même de la bataille que se livrent loyalistes et rebelles sur le net. La mobilisation des diasporas, l'appel à une « internationale sunnite » grâce à une présentation très clairement confessionnelle du conflit (chiites contre sunnites) ont pu rencontrer un écho favorable y compris jusqu'au Caucase russe. Si certains ont pu faire le rapprochement entre le conflit syrien et la Guerre d'Espagne, où l'impuissance de la France et de la Grande-Bretagne pouvait rappeler le non-engagement des mêmes en 1936, ils n'imaginaient sans doute pas que la comparaison ne s'arrêtait pas là. En effet, de façon très nette, c'est à de véritables brigades internationales qu'il faut comparer les milliers de djihadistes venus du monde sunnite et même d'Europe ou d'Australie. Et les règlements de compte sanglants entre différentes factions islamistes rappellent

l’extermination des anarchistes du POUM[8] par les staliniens en 1937.

II

Dans l'euphorie du printemps arabe

Révolte ou révolution démocratique ?

« Promouvoir la démocratie fait plus que satisfaire nos idéaux. Cela avance nos intérêts », affirmait clairement le mémorandum *Stratégie de sécurité nationale* produit en 1996 par le gouvernement Clinton. La révolte qui éclate au printemps 2011 en Syrie appelle plusieurs remarques quant à son caractère spontané. La présentation officielle des origines du conflit syrien, souvent récitée sur un mode psittaciste, est celle d'une « révolution pacifique qui s'est muée en révolte armée par la faute du régime ». Cette assertion est peut-être à questionner. Même les manifestations du départ, à supposer qu'elles aient été spontanées appellent quelques doutes. Il faut rappeler ici combien le concept de « communauté internationale » et l'idée de valeurs universelles sont une façon simpliste de prétendre comprendre l'histoire. Les médias et les ONG finissent par produire un effet grossissant de la réalité qui bien souvent ne correspond qu'aux présupposés de ceux qui « lisent » le monde de façon univoque. Hubert Védrine a rappelé combien le concept d'ONG est trompeur et comment elles constituent une trouvaille logomachique sans pareille. Rappelons aussi que 130 pays sur 193 ne comptent aucune ONG et que « celles qui disposent de plus de moyens et de relais médiatiques, donc les plus puissantes, sont presque toutes anglo-saxonnes ». Or beaucoup d'ONG ont été chargées d'assurer, en amont ou en aval, le service après-vente de la stratégie des puissances occidentales par le passé. Elles ne manquèrent pas à l'appel lors des « printemps arabes ».

En effet, depuis les années 1990, le gouvernement des États-Unis a pris l'habitude de financer via des ONG, des mouvements d'opposition capables de porter au pouvoir des majorités pro occidentales. Ce fut le cas en Serbie et en Géorgie, en Ukraine tout récemment. Les experts ont coutume de nommer cela les « Révolutions de couleurs ». À l'origine de ces initiatives américaines, on trouve la NED (*National Endowment for Democracy*) créée en 1983, financée par le Congrès américain et administrée par le secteur privé. Au total, comme

l'annonce son site internet de façon très transparente, elle est dotée d'un budget qui se monte à près de 104 millions de dollars pour l'année fiscale 2013. Comme le rappelle le CF2R[9], « si 95 % de ses fonds proviennent du Département d'État avec approbation annuelle du Congrès, grâce à un blanc-seing législatif, le gouvernement américain se dégage de toute responsabilité directe face aux agissements de la NED qui est statutairement une ONG "indépendante" ». Du reste, les ONG ne se privent pas d'afficher leurs comptes et les sommes affectées selon les pays. Leurs objectifs grandiloquents clairement affichés font d'ailleurs écho avec le messianisme des pères fondateurs américains adeptes de la « destinée manifeste » et voyant les États-Unis comme « une lumière sur la montagne » pour paraphraser la Bible : répandre la démocratie, le libre-marché et soutenir la société civile. Quant au *Council of Foreign Relations*, l'influent *think tank* américain qui édite la revue *Foreign Affairs*, il se tenait prêt depuis longtemps grâce au programme *Arab Reform* Initiative dirigé par l'universitaire franco-syrienne Bassma Kodmani. Elle intégra rapidement le Conseil National Syrien, fit entendre sa petite musique démocratique, appelant au renversement du régime. Elle fut pourtant marginalisée car trop proche des positions du camp occidental aux yeux de ses pairs et finit par démissionner en août 2012.

Avec l'effet d'entraînement régional, le travail préparatoire effectué en amont par ces ONG a permis de mobiliser immédiatement des réseaux, notamment médiatiques et ce dès les premiers jours de la révolte. Car les répressions brutales ne sont pas l'exception dans l'histoire récente de la Syrie baasiste. Sans remonter à l'écrasement du soulèvement islamiste de Hama en 1982, elles furent nombreuses et d'ampleur variable, sans que cela ne déclenche de révolte généralisée à l'ensemble du pays. Les médias mondiaux, et en particulier les chaînes satellitaires arabes, ont joué un rôle majeur, inédit, dans la diffusion des informations et des images soigneusement sélectionnées. À ce titre, il faut reconnaître l'extrême empressement des grandes agences de presse occidentales à reprendre sans hésitation les communiqués de la seule ONG officielle de l'opposition, basée à Londres, l'OSDH dont le nom flatteur venait dissiper ce qui restait de scrupules déontologiques de la part de la presse[10]. Sur le site de la NED pour 2011, l'OSDH fait très officiellement partie des ONG financées aux côtés du *Damascus Center for Human Rights Studies* (DCHRS) dont le président, Radwan Ziadeh a été boursier de la NED avant de devenir membre du Conseil

National Syrien, organisme créé en août 2011 et officiellement adoubé le 1er octobre à Istanbul par les Occidentaux.

En 2011, on ne réprime plus à huis clos, c'est un fait. Certains services spéciaux occidentaux savent très bien (pour l'avoir pratiqué encore récemment) qu'il suffit d'encourager quelques attroupements, de provoquer quelques affrontements pour que la brutalité, comme l'inexpérience des forces de répression, fassent le reste : des morts qui deviennent des héros et des martyrs et que l'on enterre, ce qui donne lieu à des mobilisations supplémentaires. Les images font le tour du monde et viennent alimenter un *story telling* bien connu qui joue sur les réminiscences révolutionnaires chères à certaines nations comme les États-Unis ou la France. En Syrie, pour peu que l'on analyse la couverture d'Al Jazeera par exemple, ouvertement engagée contre le régime d'Assad, on note que dès le début, les comptes rendus sur le terrain n'ont évidemment pas choisi de mettre l'accent sur les slogans anti-alaouites de certaines manifestations, ni sur les informations avérées de véritables dépeçages des forces de l'ordre à Banyas en mai 2011. Les mêmes images du soulèvement de Banyas diffusées par Al Jazeera montrent en revanche des chars progressant lentement, suivis de sections de soldats s'abritant derrière les blindés. Qui peut croire que c'était pour aller réprimer une manifestation pacifique ? Pourquoi progresser ainsi, à l'abri du blindage, si ce n'est pour parer des tirs d'armes lourdes ou de *snipers* et ce moins de deux mois après la mi-mars ? À Lattaquié, le régime utilisa même un bâtiment de la marine pour reprendre un quartier : qui veut croire que c'était uniquement pour réprimer de pacifiques manifestants ?

Le traitement médiatique du conflit syrien

L'État est censé avoir le monopole de la violence légitime. Longtemps, il contrôla ce qui se disait ou se voyait de la violence armée. Mais ces deux privilèges ont été remis en cause en une période où prolifèrent des groupes et milices dotés de leurs propres armes, mais aussi de leurs médias propres. Certes, on ne demande pas à tous les journalistes d'avoir suivi des cours de stratégie ou de géopolitique, mais un tout petit effort pour prendre du recul aurait suffi, à l'heure où l'on solde – encore discrètement – les comptes des « printemps arabes » dans ces pays où la liberté et la démocratie prennent le curieux visage de l'anarchie, du salafisme et de l'éclatement territorial. Dans ces conditions, les termes utilisés par la plupart des médias sont eux-mêmes piégés : les armées

gouvernementales deviennent les « forces pro-gouvernement », « pro-Assad », tandis qu'en face se tient une « opposition », des « révolutionnaires », des « militants » armés, mais qui deviennent par miracle des « civils » lorsque s'abat sur eux la brutalité de la répression.

C'est du moins le champ sémantique presque exclusif qu'utiliseront les médias les premiers mois de la révolte, retardant d'autant la prise en compte de la montée en puissance inquiétante des groupes djihadistes. Même le mot terroriste est longtemps resté entre guillemets dans les comptes rendus médiatiques, car le terme était utilisé par le régime. Il fallait surtout avoir raison contre ce dernier. En effet, le système médiatique se mue parfois en une véritable machine de guerre. C'est ainsi qu'on peut s'interroger sur la raison qui a fait qu'aucune rédaction n'avait jugé utile de publier ni de commenter (ni peut-être de lire ?) le fameux rapport des observateurs de la Ligue arabe à la suite de leur inspection du 18 décembre 2011 au 21 janvier 2012 et dont la publication était en ligne en français dès le 30 janvier. On aurait certes appris certains aspects ubuesques de cette mission : certains observateurs ont visiblement préféré profiter des délices des grands hôtels de Damas plutôt que de se rendre sur le terrain. Mais on apprenait aussi que les « groupes armés » avaient recours aux bombes thermiques et aux missiles anti-blindage, ce qui cadrait mal avec la vision romantique d'« opposants aux mains nues ». Mais il est vrai que l'Arabie Saoudite avait le 22 janvier décrété unilatéralement et sans motiver son avis, l'« échec » de la mission des observateurs. Pour Riyad, il fallait immédiatement une intervention de l'ONU. Et la presse allait suivre, y compris en Occident. Il fallait intervenir en Syrie, reprenaient en chœur la plupart des grands médias occidentaux. Quant à Al Jazeera, elle s'était engagée dès le mois de janvier dans une entreprise planifiée de dénigrement de cette mission. Le rapport lui-même en témoignait de façon sibylline : « La crédibilité de la mission a été mise en doute auprès des téléspectateurs et auditeurs arabes et étrangers qui suivent certains médias usant de techniques d'information visant à déformer les réalités. »

Une autre partie du rapport déterminait également que le journaliste français Gilles Jacquier avait été tué à la suite de tirs de mortier par l'opposition. « Homs a été le témoin de l'assassinat d'un journaliste français travaillant pour France 2, et de la blessure d'un journaliste belge. Dans les deux cas, le gouvernement et l'opposition ont échangé des accusations sur la responsabilité de chacun [...]. Les

rapports de la mission indiquent que le journaliste français a été tué à la suite de tirs de mortier par l'opposition. » Seul Georges Malbrunot du *Figaro* mènera l'enquête et parviendra aux mêmes conclusions. Pourtant, l'affaire était entendue, il ne pouvait s'agir que d'un tir du régime. Peu importe que Gilles Jacquier ait été au moment des faits sous protection de l'armée syrienne, qu'il se trouvait dans un quartier alaouite, la corporation tout entière trouva un moyen de flétrir encore le régime de Damas. La vérité sera établie au printemps 2013, mais aucun grand média ne reviendra dessus.

Les habituelles ficelles du métier sont assez aisées à apprendre. C'est du reste une stratégie parfaitement maîtrisée par la chaîne Al Jazeera mais reprise de façon automatique par certains medias français, appartenant pourtant au Service de l'audiovisuel public, comme France 2. Al Jazeera s'appuie en fait sur des techniques simples qui ont fini par contaminer l'ensemble des médias occidentaux : faute de reporters suffisamment nombreux sur place, il faut bien raconter quelque chose. Plusieurs techniques sont à l'œuvre. D'abord la généralisation : on parlera ainsi du « peuple syrien », de « la Syrie ». Autre technique, la labellisation. Ainsi, l'ASL, l'Armée Syrienne Libre a longtemps été une franchise, une convention de langage très appréciée de certains journalistes, qui au mieux n'y comprennent rien, au pire sont complices d'un processus de distorsion de la réalité. Du coup, les médias ont relayé les velléités occidentales d'armer des brigades pourtant d'inspiration islamiste et dont la porosité avec les éléments salafistes et djihadistes était avérée. Parfois c'est tout simplement la technique de la falsification, en utilisant des images d'archives hors contexte pour illustrer ou faire sensation. Pour des médias français si sourcilleux sur les principes, si prompts à donner des leçons de liberté de la presse au monde entier, il s'agit de comportements pour le moins étranges, qui montrent parfois à quel degré d'ignorance sont évalués les citoyens… Ainsi à l'hiver 2011, un reportage de terrain en Syrie est diffusé sur France 2 lors du journal télévisé. En exclusivité, des journalistes auraient suivi des éléments rebelles dans leur combat urbain contre les éléments loyalistes à Homs. D'emblée le ton est à la dramatisation. Les premières images sont censées illustrer le bombardement auquel se livre l'armée syrienne – à coup d'obus est-il précisé : effectivement on aperçoit une soudaine explosion immédiatement suivie par une colonne de fumée noire et de gigantesques flammes. L'image est spectaculaire, mais n'a rien

à voir avec de l'artillerie : il s'agit de toute évidence de l'explosion d'un réservoir de carburant et non de la déflagration d'un missile ou d'un tir balistique. Plus loin dans le reportage, un groupe d'insurgés assiège un bâtiment de la police : les combattants s'approchent en tirant des rafales dans tous les sens, sans que la caméra n'oscille ou ne vacille, le tout est filmé à l'épaule. Puis l'équipe pénètre dans le bâtiment : un homme se détache, armé d'une mitrailleuse lourde qu'il porte à la hanche, et tire dans les escaliers du bâtiment. Tout le monde gravit les escaliers, avec une facilité déconcertante, y compris le journaliste. Puis retentissent des cris de victoire (le fameux *takbir* consistant à prononcer *Allahou Akbar !*). Plusieurs rebelles ressortent avec en main des caisses de munition en faisant le signe de la victoire. Pas un cadavre, pas un coup de feu ennemi, une témérité exemplaire pour le reporter. Et pour le téléspectateur, une étrange impression d'avoir été floué, que l'assaut s'est déroulé dans un bâtiment vide et qu'il s'agit d'une mise en scène.

Il suffit aussi parfois de guillemets et de termes sans appel qui dispensent d'explication. Ainsi, le référendum organisé par le gouvernement syrien le 4 mars 2012 fut immédiatement qualifié de « controversé ». Ici le terme est sans appel : il ne doit être accordé aucune attention à cette consultation électorale. D'ailleurs, quel média aura pris la peine de lire le texte de la nouvelle Constitution syrienne qui, détail intéressant, fait de larges concessions à l'islamisme politique en reconnaissant la *charia* comme « source majeure » du droit ?

À Damas, les premiers attentats suicides commis dans la capitale qui provoquèrent la mort d'au moins 27 personnes furent attribués par les autorités syriennes à des « terroristes » (mis entre guillemets par la presse occidentale). La même déontologie journalistique que l'on n'avait pas vue à l'œuvre quand il s'agissait de parler de révolutionnaires ou de relayer systématiquement les informations de l'OSDH se montre ici très vigilante sur les termes : après tout, l'information cette fois vient de l'agence officielle syrienne SANA. Il convient donc de vérifier les sources avec circonspection, voire de sous-entendre que c'est le régime lui-même qui en est à l'origine comme cela sera largement évoqué lors des attentats meurtriers qui touchèrent à nouveau la capitale en décembre 2011. Un double attentat provoquait des dizaines de morts sur la route de Damas. La veille, une attaque contre un convoi de l'ONU tuait plusieurs hommes de troupe

syriens. Le régime et les rebelles se rejettent mutuellement la responsabilité des événements qui ensanglantent Damas, Alep et Homs. Mais cela n'empêche pas que l'affaire est entendue, malgré la diffusion par France 24 d'un document amateur trouvé sur la Toile et qui sème le trouble parmi les membres de l'opposition à l'étranger. On y entend la prière d'un insurgé invoquant Dieu pour bénir l'explosion criminelle qui se déroule sous ses yeux…

Le 23 décembre 2011, un puissant attentat suicide fait 44 morts et 166 blessés à Kfar Soussé dans l'ouest de la capitale, le jour même de l'arrivée des observateurs de la Ligue Arabe à Damas. L'attentat visait le bâtiment des services de sécurité. La plupart des victimes sont des passants ou des automobilistes. Bien sûr là aussi, c'est le régime qui est soupçonné… Surtout quand ce dernier accuse *Al Qaïda*, ce qui fait beaucoup rire à l'époque dans les rédactions. Quand le régime parla d'*Al Qaïda* dès l'automne 2011, tous les médias crurent à de la propagande, tant les journalistes s'étaient eux-mêmes persuadés d'une révolution qui correspondait à leurs schémas de pensée. Certes les Syriens nous ont habitués à des « coups tordus » comme l'écrit le Monde, mais il faut quand même raison garder : le cynisme a ses limites.

Même chose en mai 2012 à Qazzaz : un double attentat suicide fait 55 morts en plein jour à une heure de pointe où les Damascènes se rendent à leur travail et les enfants à l'école. Le Conseil National Syrien évoque immédiatement l'idée que ces attentats sont une manipulation et accuse le régime d'avoir mis en scène le carnage en « plaçant des corps des victimes de la répression sur les lieux » pour faire croire à un attentat terroriste. Les vidéos diffusées dès le lendemain, qui montrent le lieu au moment des explosions démentiront évidemment cette hypothèse. Mais cela n'empêche pas le Quai d'Orsay de déclarer que la France « impute toute la responsabilité des violences au régime ». Les États-Unis au moins avaient eu le bon goût de condamner « avec la plus grande fermeté » le double attentat.

Le Monde est même pris en flagrant délit de complotisme au lendemain de l'attentat du 18 juillet 2012 qui décima une partie de l'État-major syrien au siège de la Sécurité Nationale dont Assef Chawkat, le propre beau-frère de Bachar, Hassan Tourkmani et Daoud Rajha, le ministre chrétien de la Défense. Et si c'était un coup de Bachar al Assad pour se débarrasser de ceux qui pensaient peut-être à se débarrasser de lui, se demande le journal de référence ?

Même traitement de l'information le 21 mars 2013, quand un attentat suicide fait 42 morts à la mosquée Al Imane de Damas. Au nombre des victimes, on trouve un important dignitaire religieux sunnite, le sheikh Mohammad Saïd al Bouti. Ce dernier a toujours été loyaliste. Les rédactions se contentent de relayer une laconique dépêche de l'AFP, sans penser à s'interroger sur le symbole que représentait ce dignitaire respecté, connu pour ses qualités de théologien et grand pourfendeur du salafisme incarné par Qaradawi.

En revanche, à côté des indignations sélectives, qui parlera du calvaire de Jaramana, de Qassaa, de Zablatani, de Bab Touma et de Bab Sharqi, quartiers de Damas qui essuient de la part de l'opposition depuis des mois les tirs aveugles de roquettes ou d'obus de mortiers, causant des dizaines de morts parmi les habitants ? Ces civils non armés sont soupçonnés d'être au mieux attentistes, au pire, loyalistes. Le matin du 11 novembre 2013, un obus de mortier tiré par des militants frappe un bus scolaire dans le quartier de *Bab Sharqi*. Cinq enfants ainsi que le conducteur périssent dans cette attaque. Dans le même temps dans le quartier *Al Cassano*, 11 enfants décèdent suite au bombardement de l'école Saint-Jean Damascène. Toutes ces attaques furent par la suite revendiquées par la Brigade *Sham al Rasul* qui assurait avoir visé un repaire de *chabihas*. Mais sans doute que certains médias continueront à mettre des guillemets à terroristes.

En revanche quand *Human Rights Watch* publie le 20 mars 2012 un rapport accusant les insurgés de « graves violations des droits de l'homme, d'enlèvements, de tortures et d'exécutions », le communiqué passe quasiment inaperçu. Tout au plus parle-t-on d'« abus », voire de « graves abus ». Alors que la situation diplomatique semblait bloquée au Conseil de Sécurité, que le manque de représentativité du Conseil National Syrien alors en voie d'éclatement apparaissait au grand jour, que les chancelleries occidentales se débattaient avec la surenchère des monarchies pétrolières du Golfe prêtes à armer les insurgés, certains médias endossaient tout naturellement leur uniforme d'auxiliaires zélés des états-majors. En passant au stade émotionnel et humanitaire, les gouvernements occidentaux comptaient ainsi faire évoluer les positions chinoise et russe, obtenir une « intervention », à coups de « frappes chirurgicales » pour que cessent les « massacres ». Un grand classique de la *psywar* illustrée par l'affaire des couveuses koweitiennes en 1990 et les présumées armes de destruction massive irakiennes en 2003.

Même la présentation des printemps arabes ne fait pas exception à cette méthodologie partiale qui semble conforter la remarquable popularité dont jouissent certains pays arabes du Golfe. Le 7 février 2012, Arte diffuse une émission intitulée : « Le printemps arabe un an après ». Tous les pays concernés sont passés en revue. Tous ? Sauf Bahreïn. Étrangement, les manifestations et la répression brutale qui s'en est suivie sont oubliées dans le documentaire. Il est vrai que l'ordre règne à Manama, après que les chars saoudiens sont intervenus en masse pour soutenir la dynastie sunnite contestée et cela sans que personne ne s'en émeuve. Quant au Qatar, même certains opposants syriens en exil reconnaissent les énormes ficelles de la télévision qatarie dans la couverture du soulèvement en Syrie. Al Jazeera continue de passer pour un modèle de média moderne, une sorte de CNN arabe[11]. C'est sans doute oublier un peu vite que l'une des vedettes de la chaîne est le prédicateur d'origine égyptienne Youssef al Qardawi, qui chaque vendredi jette de l'huile sur le feu en appelant à l'occasion au meurtre des alaouites. Parmi ses états de service sur Al Jazeera figure d'ailleurs une interprétation très personnelle de la Shoah, datée de 2009 : « C'était un châtiment divin. Si Allah veut, la prochaine fois, ce sera par la main des musulmans. »

Ce qui est en cause, c'est une méthode, probablement inconsciente, qui vise à tordre les faits pour les plier à l'opinion générale qu'ont les journalistes. En l'absence de reporters sur le terrain, les rédactions se condamnent au psittacisme. Exemple : comme nous l'avons mentionné, la principale source d'information sur la situation sur le terrain est l'OSDH, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme. Or, l'OSDH est une émanation des Frères Musulmans en Grande-Bretagne dont le président, un certain Rami Abd al Rahmane, inonde les médias de communiqués chiffrés qui sont repris par l'AFP, Reuters et CNN. M. Abd al Rahmane n'est pas journaliste lui-même. Peu importe, l'AFP, reprise en chœur par tous les grands journaux, continue de citer de façon solennelle l'OSDH « par la voix de son président Rami Abd al Rhamane ». Un certain nombre de réflexes déontologiques auraient pu, du moins, inciter les médias à tenter de diversifier leurs sources sinon à les interroger.

La psywar, *une arme inefficace*

Face aux blocages réitérés au conseil de Sécurité, les Occidentaux ont réutilisé les vieilles ficelles de la dramatisation : il fallait passer à autre chose, débloquer

la situation et tenter de passer outre la détermination russe de ne rien lâcher. À de nombreuses reprises, alors que l'ONU dépêchait des émissaires en Syrie (visites de Kofi Annan sur le terrain, mission des inspecteurs de l'ONU), la démarche diplomatique était polluée par l'annonce d'un massacre ou d'une opération meurtrière de l'armée dont la dimension émotionnelle venait ruiner à l'avance toute idée de solution négociée avec le régime.

Il faut noter ici que la « Révolution dans les Affaires Militaires » (RMA), parfaitement assumée et théorisée par les États-Unis dans les années 1990, a livré peut-être en Syrie une de ses ultimes batailles dans une de ses acceptions maximalistes : celle de la guerre de l'information. Les médias (et les ONG qui les abreuvent de « sources ») sont devenus des rouages essentiels : ils n'ont jamais cessé de l'être à vrai dire depuis que la guerre existe. Mais une sorte de paroxysme est observable en Syrie. Le principe de toute opération psychologique tourne autour de trois éléments selon la doctrine de la *psywar* : il s'agit d'occulter une part de la réalité, de déclencher des émotions et de fournir aux médias ce qu'ils attendent. Il semblerait qu'en l'espèce, cette stratégie psychologique ait été intégrée parfaitement par les groupes rebelles en Syrie. Dans le combat dissymétrique mené contre eux par les forces régulières du régime, ils y recourent de façon systématique. Il est évident que la situation de blocage au Conseil de Sécurité, la lenteur et l'incapacité des opposants à se poser en interlocuteurs crédibles auprès des Occidentaux et aussi la surenchère des pays du Golfe, permettent à chaque fois d'accueillir ces massacres comme une occasion de changer de registre. Pour prendre un exemple, l'annonce à moins de 10 jours d'intervalle de deux tueries, à Houla d'abord (la veille de la visite de l'émissaire de l'ONU Kofi Annan) et le 7 juin 2012 à Mazraat al Koubeir, eut un effet immédiat : en passant au stade émotionnel, comme l'avait reconnu (involontairement ?) Laurent Fabius sur Europe 1 le 29 mai, « le massacre peut avoir comme conséquence que des pays jusque-là réticents évoluent ». Le lendemain de la découverte du massacre de Houla, c'est l'armée syrienne qui est immédiatement accusée. Mais les observateurs de l'ONU indiquèrent un peu plus tard que la plupart des victimes avaient été exécutées à bout portant et dans la tête, certaines égorgées. Des témoins parlèrent de plusieurs lieux desquels les cadavres auraient été ramenés puis rassemblés. En fin de compte, il s'agissait plus sûrement d'opérations meurtrières de vendetta, dans un contexte où tous les

connaisseurs de la région mettaient en garde depuis des mois contre une guerre civile généralisée, entre clans pro et anti-Assad, voire même entre communautés : il est frappant de constater que les zones où ont été perpétrées les tueries sont des zones de mixité où les communautés sont fortement imbriquées, avec en particulier des alaouites et des sunnites formant les gros bataillons non pas de l'ASL mais des milices d'autodéfense qui contrôlaient de nombreuses bourgades au nord de la Syrie entre Homs, Idleb et Hama. Il est même probable que les massacres ont impliqué des familles sunnites rivales suite aux élections législatives du mois de mai 2012. Le général Mood lui-même semblait aller dans le sens de règlements de comptes claniques, après s'être rendu sur les lieux : « Quels qu'ils soient, ceux qui ont commencé, ceux qui ont riposté et ceux qui ont contribué à un tel acte déplorable de violence, doivent être tenus pour responsables » (*Le Monde* 28 mai 2012).

Car les fameux *chabihas*, c'est-à-dire les nervis du régime, ne semblent même pas en cause dans le cas présent tant la circulation des armes est intense et l'autodéfense généralisée. *Chabihas* qui d'ailleurs ont fini par désigner dans les vidéos postées par les rebelles les Forces de Défense Nationale, ces milices constituées d'habitants qui défendent leurs propres quartiers ou villages contre les rebelles. Comme les koulaks dans l'URSS de Staline, le terme de *chabiha* est devenu un moyen franchisé pour certains rebelles de justifier l'élimination de civils. Mais en novembre 2013, le corps décapité d'un *chabiha*, exhibé par un groupe islamiste sur une vidéo s'avérera être celui d'un membre de l'ASL exécuté par erreur…

À l'inverse, en août 2013, les massacres systématiques perpétrés par plusieurs groupes rebelles comme *Ahrar al Sham*, l'État islamique d'Irak et de Syrie, *Jabhat al Nosra*, *Jaish al Muhajireen wal Ansar* et *Suquor al Izz*, avec le concours de brigades de l'ASL, officiellement adoubée par les Occidentaux comme fréquentable, sont passés totalement inaperçus. Les 4 et 5 août 2013, plus d'une dizaine de villages sont attaqués dans la région montagneuse côtière de Lattaquié. Plus d'une centaine de femmes et d'enfants pour la plupart alaouites, sont kidnappés et retenus prisonniers par les rebelles. Les hommes valides, les vieillards et les handicapés sont systématiquement massacrés. Au total, 190 civils selon *Human Rights Watch*, dont 43 femmes, enfants ou vieillards, la plupart décapités selon l'organisation. Et il est clair que certaines

atrocités commises par l'opposition lors de cette opération étaient inspirées par des motifs confessionnels. Par exemple à Barouda, des combattants d'opposition ont délibérément endommagé un *maqam* alaouite (tombeau d'un « saint » alaouite) et semblent avoir intentionnellement détérioré la sépulture du religieux qui y est enterré. Le 4 août, les combattants d'opposition ont enlevé et ultérieurement exécuté Sheikh Bader Ghazzal, le dignitaire alaouite local de Barouda qui avait autorité sur le *maqam*. À ce jour, personne n'a de nouvelles des 200 femmes et enfants enlevés et retenus en otage par les rebelles djihadistes. Seules quelques images ont été filmées par un journaliste d'Al Jazeera, mais la chaîne refusa de diffuser la vidéo. Et la nouvelle passa inaperçue.

III

L’impossible intervention internationale

Le grand retour de la Russie

La Russie, souffre-douleur de la diplomatie occidentale est sans conteste l’un des principaux atouts de la Syrie sur le plan international. Le régime doit sa survie à Moscou qui a effectué ainsi un retour spectaculaire sur la scène mondiale, empêchant toute intervention militaire extérieure. La Russie, qui avait beaucoup à perdre en cas de chute du régime, après l’avoir tant soutenu, devrait voir sa ténacité récompensée. En Syrie, la Russie s’appuie sur la dimension historique et géographique de ses atouts.

Les relations de la Russie avec la Syrie sont le fruit d’une alliance stratégique qui s’enracine dans le temps. En effet, si à l’instar des principales puissances européennes, la Russie tsariste a joué au XIXe siècle la carte des chrétiens orthodoxes pour asseoir son influence dans le Bilad al Cham[12], l’histoire de la relation syro-russe commence véritablement au lendemain de la guerre de Suez en 1956. Malgré la reconnaissance par l’URSS de l’État d’Israël dès 1948, les dirigeants syriens, à la suite de l’Égypte, se tournent vers l’URSS. Dans un contexte de décolonisation où toute alliance avec l’Occident venait contredire le discours indépendantiste, le maître mot est « nous voulons vos armes, mais nous laissons vos idées ».

Dès la fin des années 1950 commence une coopération bilatérale entre les deux pays. Les Soviétiques seront, en général, peu soucieux d’orthodoxie marxiste dans la mise en œuvre de ces projets, même si le dirigisme et la planification donnent une touche socialisante à cette politique. L’arrivée au pouvoir du Parti Baas en 1963 et la rectification opérée par Hafez al Assad[13] à partir de 1970 n’accélèrent pourtant pas l’entrée de la Syrie dans l’orbite des Russes, alors que l’Irak et l’Égypte sont plus avancés dans leur relation. Mais bientôt la défection de l’Égypte qui signe la paix avec Israël en 1978 pousse Hafez al Assad dans les bras des Soviétiques, contraints de remplacer le maillon égyptien par la Syrie. Après une visite officielle d’Hafez en 1979 à Moscou, il faut attendre le traité d’amitié de 1980 pour que soit consacrée pour vingt ans

une coopération intense entre les deux pays.

Il s'agit là d'un rapprochement tout à fait circonstanciel dicté par les seuls intérêts stratégiques et non par l'idéologie. En effet, l'arrivée d'Hafez au pouvoir en 1970 et son « mouvement de rectification » ont abouti à un virage « bourgeois » de la politique économique syrienne. Le régime s'appuie sur les grandes familles sunnites et, dans le même temps, s'attire les grâces financières des pays du Golfe. En parallèle, sur le plan intérieur, cette rectification s'est accompagnée d'une traque méthodique des éléments politiques marxistes, communistes, mais aussi socialistes nassériens. L'URSS ferme les yeux car pour Moscou, l'enjeu est régional. L'alliance avec la Syrie venait contrebalancer la relation américano-égyptienne instaurée par les accords de camp David de 1978. Il s'agissait pour Damas d'acquérir, grâce à Moscou, la « parité stratégique » avec Israël par le biais de la coopération militaire et les achats d'armement. En réalité, la nature des armes livrées et la modération des Soviétiques aboutiront à une situation tout autre, mais qui plaît aux deux parties. Pour Hafez al Assad, il s'agit de se rendre indispensable à toute négociation régionale. Pour les Soviétiques, attachés à une résolution du conflit israélo-palestinien par la négociation, cette coopération permet de ne pas donner d'avantage stratégique majeur à la Syrie, tout en donnant l'impression d'appuyer le « front du refus » constitué par la Syrie et l'OLP. Assad tire bientôt les bénéfices de cette alliance en participant à des négociations pied à pied sur la question du Golan après octobre 1973.

Mais les Syriens s'avèrent être parfois des alliés encombrants pour Moscou : ainsi les Soviétiques sont mis devant le fait accompli lors de l'invasion du Liban par les troupes syriennes en juin 1976. La Syrie intervient pour soutenir les chrétiens contre les Palestiniens et la gauche libanaise.

À la suite de l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en 1985, Hafez al Assad sent le vent tourner : l'URSS n'a plus les moyens de financer cette aide militaire (en partie à perte), dans un contexte d'implosion de l'économie soviétique. Assad prend le virage à temps et se range aux côtés des États-Unis lors de la première guerre du Golfe. Après la fin de l'URSS en décembre 1991, cette coopération ne cesse pas, mais devient de plus en plus conditionnée à la capacité syrienne de payer, qui est limitée.

Changement de cap dans les années quatre-vingt-dix qui voient la Syrie se

rapprocher progressivement des États-Unis et de l'Union européenne, à la suite du processus de Barcelone. Les relations excellentes qu'entretiendra Bachar al Assad avec Recep Tayyip Erdogan (qui le comparait à son « petit frère ») et le rapprochement de la Syrie avec l'Arabie Saoudite, et même le Qatar, achèvent de distendre les liens avec Moscou, sans toutefois que les contrats d'armements cessent d'être honorés. Mais la Russie entreprend de son côté la réactivation des anciens réseaux soviétiques à partir de 2003-2004 dans un contexte de montée de l'antiaméricanisme dans le monde arabe, suite à l'invasion de l'Irak. En janvier 2005, Bachar al Assad renoue avec la Russie : sa rencontre avec Vladimir Poutine à Moscou permet de régler définitivement la question lancinante de la dette syrienne. Celle-ci est annulée à 75 %. Juste à temps : un mois plus tard, le 14 février 2005, l'assassinat de Rafiq Hariri à Beyrouth et les soupçons qui pèsent sur les services de sécurité syriens isolent à nouveau le régime qui doit évacuer le Liban. C'est ensuite le rapprochement avec l'Iran et la contestation de mars 2011 qui réactivent la carte russe.

La Syrie, une clientèle ?

Les intérêts russes en Syrie seraient-ils si nombreux que la diplomatie du Kremlin ait choisi de s'engager de façon si intense dans le jeu diplomatique ? On dénombre en Syrie près de 50 000 couples mixtes (pour la plupart comprenant un conjoint chrétien) certes. Mais c'est du côté des symboles qu'il faut chercher aussi les raisons de ce soutien russe. En effet, pour ce qui est du *soft power*, le positionnement russe est très paradoxal. D'une part, la dimension religieuse joue un grand rôle dans les représentations des dirigeants comme de l'opinion publique quant au conflit syrien. L'orthodoxie russe reste très attachée à une forme d'universalisme du patriarcat de Moscou qui ferait de la Russie la protectrice traditionnelle des minorités chrétiennes dans le monde arabe. En témoigne la récente annonce par le ministère russe des affaires étrangères de sa participation à la rénovation de la basilique de la Nativité à Bethléem. La dimension symbolique de la minorité chrétienne est ainsi l'une des facettes du soutien russe. Les chrétiens dits « grecs-orthodoxes » sont en effet les plus nombreux parmi cette communauté et les liens entre les deux patriarcats sont encore très vivaces, depuis qu'ils avaient été renforcés en 1943, sous Staline, par la visite du Patriarche d'Antioche à celui de Moscou. Cette présence syrienne orthodoxe est encore très visible en Russie. Toutes choses égales d'ailleurs, la

Russie renoue en quelque sorte avec la tradition impériale où la communauté chrétienne orthodoxe servait de levier à l'influence russe dans la région. Les exactions contre les chrétiens de Maaloula en septembre 2013 ont été largement relayées et diffusées par les responsables et les médias russes parce que ces événements trouvent encore une résonance particulière dans l'opinion publique. Mais d'autre part, c'est aussi la « laïcité » du régime de Damas qui est l'une des raisons du soutien de Moscou. Il faut rappeler que les pays arabes partenaires de l'URSS (Algérie, Libye, Égypte du temps de Moubarak) étaient tous assimilables à des régimes réputés « laïcs » ou inspirés d'une idéologie considérée comme séculière. Le soutien russe au dernier régime baasiste revêt donc une dimension psychologique, dans un Moyen-Orient que les Russes perçoivent comme dominé de plus en plus par l'islam politique. Plus généralement, les autorités russes n'ont de cesse que de poser la question du devenir des minorités[14] dont il faut bien admettre que le sort n'est absolument pas garanti et reste une source d'inquiétude dans les chancelleries occidentales. Moscou a également dans le passé formé des générations d'officiers, notamment alaouites, mais aussi d'universitaires[15]. Pour autant, la symbiose culturelle entre les deux peuples est restée limitée, les Russes vivant entre eux dans leurs bases respectives et gardant de solides préjugés négatifs sur les Arabes en général. Du côté syrien, les clichés sur les Russes sont légion. Si à présent cette présence est beaucoup moins marquée qu'à l'époque soviétique, nombre de panneaux d'échoppes en russe demeuraient visibles à Alep ces dernières années, signe d'un passé révolu, mais aussi de la poursuite d'un tourisme russe « multiforme ».

C'est dans le domaine de l'armement que se trouve le cœur de la relation entre les deux pays. À la mort de Brejnev en 1982, Hafez al Assad parvient habilement à intensifier les livraisons à destination de ses forces armées. Selon Patrick Seale, la Syrie aurait reçu entre 1982 et 1986 ce qui constitue encore son arsenal de base actuel, sensiblement vétuste. En quelques années, l'armée syrienne passe de 3 200 à 4 400 chars et de 440 à 650 avions. Côté artillerie, elle est dotée de 4 000 pièces et les sites de défense antiaérienne passent de 100 à 180[16]. Que la Syrie soit le premier pays tiers (hors Pacte de Varsovie) à recevoir ce type d'armement étonne tous les observateurs : ainsi des SS-21, missiles sol-sol d'une portée de 100 km, entrés en service en 1982 sont livrés en 1983. De même des batteries de SAM 5 extrêmement performants furent livrées pour

protéger le port de Lattaquié et installées notamment sur les bases de Homs et de Dmeir. Des stations radars, comme celle de Kassab, furent aussi installées pour « écouter » l'OTAN implantée sur le territoire turc. La contrepartie fut que les équipes de conseillers militaires russes furent davantage présentes pour servir ces équipements ou former à la maîtrise des Mig 23, Mig 27 et autres chars T-74 livrés. À la fin des années 1980, ces conseillers sont près de cinq mille, dont les personnels de la base navale de Tartous que l'URSS utilise depuis 1971 comme point d'appui logistique et de ravitaillement pour sa flotte de la mer Noire. Il faut ajouter aux conseillers militaires les centaines d'assistants techniques pour les grands projets industriels ou agricoles, qui se désengageront progressivement à partir de la fin de l'URSS en 1991. La profondeur et la complexité de la défense antiaérienne syrienne impliquent toujours de nos jours la présence de nombreux instructeurs russes pour former sur place les personnels destinés à servir ces pièces[17]. Toute intervention extérieure prendrait donc aussi le risque supplémentaire de causer des pertes parmi ces conseillers militaires russes en plus de l'efficacité de ces systèmes, pensés dans une logique de stratégie de « déni d'accès ». La renonciation à toute opération militaire en septembre 2013 par les États-Unis à l'encontre de la Syrie est en partie le résultat de cette politique d'armement défensif, initiée par les Soviétiques.

L'Union soviétique a donc fourni à la Syrie l'essentiel de son armement, mais à l'heure actuelle, la Russie se contente de mettre en œuvre ses engagements qui sont liés essentiellement à la fourniture de certains systèmes de défense aérienne. Pour Moscou, ces livraisons étant de nature défensive, elles ne violent pas les traités internationaux. Ainsi, en février 2011, juste avant que n'éclate la crise, les Israéliens s'étaient émus de la livraison à la Syrie, confirmée par les Russes, en vertu d'un accord datant de 2007, du SS-N-26 Yakhont, un missile anti-navire supersonique redoutable. Ces matériels ont été livrés comme prévu en décembre 2011. S'il est vrai que la Russie ne livre plus d'avions de chasse ou de chars à la Syrie tant que le conflit dure, il n'en reste pas moins que les chaînes logistiques visant à fournir les pièces de rechange, sont restées intactes. Pour autant, les Russes ne sont pas dupes des livraisons d'armes clandestines qui sont effectuées par certains alliés arabes à l'opposition. Durant l'été 2012, Sergueï Lavrov avait évoqué la livraison de *Stingers* aux rebelles syriens : une arme chargée de symboles puisqu'elle avait permis aux *moudjahidin* afghans de porter

des coups décisifs à l'Armée rouge. À l'automne 2012, le *Washington Post* assurait que les missiles utilisés apparemment pour la première fois en novembre contre l'aviation syrienne avaient été livrés par le Qatar[18].

Autre domaine dans lequel la Russie est intervenue très tôt, le domaine économique. Moscou a œuvré de façon active pour éviter une asphyxie de l'économie syrienne, soumise très tôt à tous types d'embargos de la part de l'Union européenne. C'est d'ailleurs ce sur quoi comptaient dès le début les chancelleries occidentales en permettant sur le terrain la mise en place d'un conflit de basse intensité. Certains responsables pariaient sur un écroulement de l'armée. Le tarissement des ressources rendrait ainsi impossible le paiement des traitements et des soldes. Or le régime a continué à payer ses fonctionnaires, y compris dans les zones où l'administration ne fonctionnait plus ou qui étaient contrôlées par les rebelles. Et les soldats perçoivent leurs soldes.

La Russie a dès le début consolidé deux domaines principaux : l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés et les réserves en devises du régime syrien. En août 2012 était conclu un accord de livraison en essence et en gasoil en échange de brut syrien alors que l'embargo décidé par l'Union européenne avait commencé à s'appliquer dès septembre 2011. La production syrienne de pétrole brut reste modeste, autour de 150 000 barils jours depuis la crise. Mais ce seraient près de 17 milliards de dollars que ce secteur aurait perdus depuis 2011. La Russie ne se contente pas de se substituer aux importateurs pour assurer des revenus à l'économie syrienne. Là où l'accord russo-syrien est stratégique, c'est qu'il prévoit la livraison de produits que la Syrie, comme nombre de pays pétroliers, peine à fournir, faute de capacités de raffinage suffisantes et qui sont essentiels pour l'entretien de ses forces armées. Autre domaine plus inattendu mais vital, celui du papier-monnaie. Il semblerait aussi que la Russie ait aidé le régime à contourner l'embargo européen sur le papier-monnaie. La Banque Centrale de Syrie se fournissant auprès d'un fabricant autrichien auquel s'applique l'embargo européen, elle s'est tournée vers la Russie[19]. En septembre 2012, ce ne sont pas moins de 240 tonnes de billets qui ont été livrées. Il s'agissait officiellement de remplacer les billets usagés et d'accompagner le PIB syrien, mais la vérité est que le régime de Damas est engagé dans un processus inévitable d'inflation fabriquée.

À constater l'étendue de la coopération russe avec le régime syrien, on peut se

poser légitimement la question de savoir si l'enjeu syrien n'est tout simplement pas pour Moscou une façon de marquer un précédent dans une nouvelle approche de l'ordre international.

La Syrie, un verrou stratégique

Ce que n'ont pas vu non plus les Occidentaux c'est que l'environnement régional immédiat, notamment la proximité de l'Irak, a joué un rôle largement dissuasif dans l'attitude majoritairement attentiste voire loyaliste de la population syrienne, y compris parmi la bourgeoisie sunnite. Le spectre du terrorisme et des affrontements entre communautés en Irak a ainsi servi de repoussoir et chaque nouvel attentat à Damas ou à Alep vient rappeler cruellement cet engrenage de la violence. Pour les voisins immédiats de la Syrie, y compris Israël, toute intervention étrangère était également à exclure, en raison des résonances territoriales de la question kurde, de la présence des chiites. Malgré cela, pour se rattraper de n'avoir pas vu venir le « printemps arabe » au Maghreb et dans l'ivresse court-termiste du succès libyen, la diplomatie française s'est lancée dans une surenchère volontariste. Auprès du Conseil de Sécurité d'abord pour une intervention militaire dont Russes et Chinois avaient clairement indiqué qu'ils n'en voudraient pas : suite aux entorses au droit international commises sur le terrain par les forces de l'Otan à la résolution 1973 en Libye, il était évident qu'après avoir eu l'impression d'être flouées, la Russie et la Chine refuseraient de donner un blanc-seing aux Occidentaux en Syrie. Pour les voisins immédiats de la Syrie, y compris Israël, toute intervention étrangère était également à exclure, en raison des résonances territoriales possibles, au Liban Sud, sur le Golan et à la frontière turque. La géographie du territoire syrien s'apparentant à un plateau d'échecs, il était facile de prévoir que la menace d'une aggravation du problème kurde empêcherait la Turquie d'intervenir. La stratégie d'Ankara fut court-termiste : ne rien faire, mais laisser affluer par ses frontières les combattants et l'armement qui auraient permis de renverser rapidement le régime syrien. Mais celui qu'Erdogan appelait encore « petit frère » en 2010, Bachar al Assad, n'est toujours pas tombé. Et déjà l'armée turque doit bombarder épisodiquement les positions de djihadistes trop proches à son goût du territoire turc tandis que la grogne monte en Turquie face aux choix du gouvernement qui ont fait d'une partie du sud du pays, une zone potentiellement explosive et saturée de trafics en tous genres. Ankara a même dû

se résoudre à construire des portions de mur pour mieux contrôler ses frontières. Quant aux services de sécurité européens, ils s'inquiètent en sourdine de la politique laxiste d'Ankara vis-à-vis de la circulation des djihadistes. Le territoire turc est en effet devenu la plate-forme de transit des jeunes djihadistes européens, maghrébins et caucasiens…

La question taboue du djihadisme

Durant l'été 2012, les contours flous et inquiétants de l'opposition armée finissent par faire leur chemin parmi les médias et les responsables occidentaux. Ce fut cependant avec beaucoup de retard, bien que la présence de djihadistes ait été évoquée par le gouvernement syrien et reprise par quelques rares observateurs. Jusqu'à l'été 2012, il était quasiment tabou d'oser évoquer l'afflux massif de djihadistes en Syrie : certains experts haussaient même les épaules à l'idée que des Libyens, des Tunisiens ou des Tchétchènes se trouvaient en Syrie pour combattre le régime. À cette époque, les déclarations péremptoires sur l'imminence de la chute du régime obligeaient à ne pas être regardants sur les méthodes utilisées. L'idée que le régime puisse durer et que l'afflux des djihadistes puisse contribuer à faire du Nord de la Syrie une zone grise comparable à celle qui s'était constituée au nord du Mali, n'effleura apparemment personne à Paris, Londres ou Washington. D'ailleurs la décision de fermer en mars 2012 l'ambassade de France à Damas montre à quel point les dirigeants français furent intoxiqués par leur analyse court-termiste : en ne se privant pas de canaux de communication et de moyens de renseignements, ils auraient pu permettre de mieux évaluer le rapport de force sur le terrain. Quand Édith Bouvier, dans un reportage daté du 23 décembre 2011, raconte pour Le Figaro son passage clandestin en Syrie avec des proches du Libyen AbdelHakim Belhadj, ancien djihadiste passé par l'Afghanistan et devenu gouverneur militaire de Tripoli, l'information aurait dû aider à une meilleure compréhension de la situation. D'une certaine façon, la jeune pigiste accréditait la version officielle du régime qui prétend avoir affaire à des « gangs terroristes venus de l'étranger ». Belhadj a 41 ans et est originaire de Derna. C'est un ancien djihadiste, émir du Groupe Islamique combattant en Libye, ancien d'Irak que la CIA avait fini par capturer et livrer à Kadhafi. Mais parler d'infiltration de groupes djihadistes, de la présence d'*Al Qaïda* et même de guerre civile restait en ce temps-là largement tabou dans les médias. La sympathie victimaire jouait à

plein. Les opposants syriens sont des « militants », des « cyberactivistes », et mieux encore des « révolutionnaires ». Or des cargaisons d'armes venues de Misrata, abordant dans les ports turcs, servent à alimenter dès l'automne 2011 les insurgés syriens. Tout cela passe inaperçu. Les médias français furent bien plus attentifs à la mise en scène politique de Nicolas Sarkozy, drapé dans les oripeaux régaliens de circonstance, venu accueillir Édith Bouvier à Villacoublay après son exfiltration de Homs par les services spéciaux français. Énième épisode d'une figure désormais classique de la Ve République : la libération d'otages du Moyen-Orient au service de l'exécutif. Nicolas Sarkozy marchait, une fois n'est pas coutume, dans les brisées de Jacques Chirac.

Il fallut le témoignage de Jacques Bérès à la fin du mois d'août 2012 pour qu'enfin la question des djihadites fût posée. Jacques Bérès parcourt la planète depuis quarante ans pour Médecins sans Frontières. Il a couvert le Vietnam, l'Afghanistan dans les années 1980. Il a soigné des dizaines de combattants à l'été 2012 à Alep. Il est a priori plutôt favorable à un renversement du régime, conformément à ses idéaux de *french doctor* engagé sur tous les théâtres d'opération où les faibles sont écrasés par le fort. Mais en revenant en France en cette fin d'été 2012, il jette un pavé dans la mare. Avant lui, il était pratiquement impossible d'évoquer la présence de combattants djihadistes libyens, tunisiens, tchétchènes sous peine de passer au mieux pour un Cassandre, au pire pour un suppôt de Bachar al Assad. Or que dit Berès ? Il a opéré des dizaines de combattants. Ils étaient tous djihadistes et se revendiquaient d'*Al Qaïda*. Certains étaient français. Certains lui ont fait l'éloge de Mohammed Merah qui avait défrayé la chronique quelques semaines plus tôt en France. Son témoignage sur France 2, puis sur France 24, marque une véritable évolution dans le traitement du conflit syrien. Pourtant Florence Aubenas passa quelques semaines elle aussi à Alep durant l'été 2012. Elle aurait pu croiser Jacques Bérès. Ses articles pour *Le Monde* ne mentionnent à aucun moment la présence des djihadistes. La Révolution est en marche, il n'est pas question d'en douter. Le conte de fées continue. Invitée de Frédéric Taddei sur France 3, Florence Aubenas jurait n'avoir vu aucun islamiste à Alep. Quelques semaines plus tard, les djihadistes du groupe *Jabhat al Nosra* s'emparaient de la base Cheikh Souleimane, dernière place forte de l'armée syrienne à l'ouest d'Alep.

Pourquoi une telle lenteur à reconnaître avec lucidité la complexité du terrain

syrien ? Comment ne pas avoir cherché à évaluer correctement les réalités du rapport de forces et notamment la question de l'ascendant des djihadistes sur les combattants rebelles ? Les responsables français n'ont-ils pas de vision stratégique au point de ne pas chercher à voir plus loin, c'est-à-dire d'anticiper une éventuelle chute du régime et de penser l'après Assad ? Il est vrai que certains intellectuels n'ont pas aidé à dessiner un tableau précis de la situation. Tel universitaire, professeur à Sciences Po, s'empare du dossier syrien dans les médias. Il devient le porte-parole du Quai d'Orsay dont il relaie systématiquement d'ailleurs les positions en maniant l'émotion et les bons sentiments. Et se targue en privé de tutoyer le ministre des Affaires étrangères et de l'appeler par son prénom. Sur les plateaux, il n'analyse pas, il ne débat pas, il milite, confieront certains journalistes un peu lassés de sa grandiloquence et de sa façon de monopoliser le débat… N'a-t-il pas été premier conseiller à l'ambassade de Damas quelques années auparavant ? Tel autre se targue d'être un « chercheur engagé », assumant soutenir l'opposition à Bachar al Assad, « y compris dans sa dimension armée ». Le même chercheur considérera en décembre 2012 comme une « erreur » la décision des États-Unis de mettre *Jabhat al Nosra* sur la liste noire des organisations terroristes, ou prend la défense du cheikh Adnan al Aarour à qui la propagande du régime avait attribué une déclaration invitant à « s'occuper des petites filles alaouites », accusation reprise par Georges Malbrunot sur son blog. Que cette assertion ait peut-être été inventée par les services de la propagande syriens, c'est probable. Adnan al Aarour est en effet un prédicateur influent chez les rebelles syriens. Il a lancé des anathèmes très clairs contre Assad et ceux qui le soutiennent. Et il est la bête noire des loyalistes qui n'ont de cesse de vouloir le discréditer. Mais monter au créneau pour défendre un tel personnage qui représente tout ce que le salafisme peut avoir de rétrograde, d'archaïque et de profondément contraire aux idéaux démocratiques est tout de même étonnant chez ceux qui font profession de soutenir une « révolution » dont le terme renvoie dans l'imaginaire occidental à tout autre chose. Que des élites issues de ce continent qui a produit les Lumières et les Droits de l'Homme en viennent à défendre un tel personnage a de quoi surprendre. Car Adnan al Aarour n'est pas un enfant de chœur : il s'est fait connaître à partir de 2006 comme prédicateur antichiite sur la chaîne de télévision saoudienne Al Safa. Au début de la révolte syrienne en 2011, il a pris

fait et cause pour la rébellion et lancé sur la chaîne koweïtienne Wissal-TV une émission politico-religieuse de deux heures hebdomadaires dont le titre ne laisse aucun doute : « Avec la Syrie jusqu'à la victoire. » C'est lors de l'une de ces émissions qu'il a divisé les alaouites en trois catégories : ceux qui ont soutenu l'opposition, ceux qui sont restés neutres, à qui rien ne sera fait, et puis ceux qui ont collaboré. « Ceux qui s'en prennent à des choses sacrées, ceux-là, on les passera au hachoir et on donnera leur chair aux chiens », avait-il lancé. En octobre 2013, il fit une apparition remarquée à Idlib, dans le nord de la Syrie, lors de l'inauguration du commandement nord de l'Armée syrienne libre (ASL), celle que l'on nous décrit depuis trois ans comme étant la plus « présentable ». Il était le seul oulema invité pour la circonstance. Visiblement, nos exigences et nos standards n'ont eu de cesse que de baisser…

De ce fait, il faut noter la résilience étonnante de l'armée syrienne quand on connaît le *modus operandi* des groupes rebelles dans les zones disputées à l'armée régulière. Ces méthodes illustrent d'ailleurs la porosité de ce que les médias ont coutume d'appeler l'Armée Syrienne Libre avec les groupes djihadistes et la fréquente collaboration de ces brigades entre elles. En général, le premier assaut est mené par un kamikaze qui se fait exploser à l'entrée d'une base militaire ou à hauteur du poste militaire qui défend l'entrée de la zone. Par la suite, les brigades plus conventionnelles profitant de l'effet de surprise, s'engouffrent dans la brèche et continuent leur progression. Cette stratégie efficace donne lieu d'ailleurs ici ou là à de véritables débandades de la part de certains éléments loyalistes comme à Taftanaz en août 2013. Autres méthodes : les attentats suicides. On estime à près de 200 leur nombre, perpétrés par le seul groupe *Al Nosra*. Quant au sort qui est réservé aux soldats en cas de capture, certains massacres connus font froid dans le dos : à Alep à l'été 2012 ou à Khan al Assal en 2013, les soldats prisonniers furent systématiquement exécutés, soit en rafales soit méthodiquement, un à un, après avoir eu les yeux bandés et les mains liées dans le dos. Même l'OSDH reconnaissait en décembre 2013 que les pertes loyalistes dépassaient les pertes rebelles. Ce sont vraisemblablement près de 50 000 soldats ou assimilés qui ont péri en Syrie depuis les débuts du conflit.

> Aujourd'hui, les services de renseignement occidentaux sont extrêmement inquiets. L'expansion phénoménale d'*Al Qaïda* en Syrie apparaît soudainement dans ses justes proportions. Oui, *Al Qaïda* opère en

Syrie, affirmait récemment l'Australien David Kilcullen, spécialiste des mouvements insurrectionnels, qui a notamment conseillé le commandement américain en Irak. Et surprise de taille, ses effectifs sont estimés à près de 45 000 combattants, soit deux fois le nombre de combattants Talibans en Afghanistan ! Mais aux portes de l'Europe cette fois. Qu'à cela ne tienne. L'échec du positionnement occidental dans la crise syrienne est désormais patent. Il a consisté à faire croire en la fiction d'une Armée Syrienne Libre et à minorer les effectifs djihadistes. On découvre que l'ASL n'existe pas et qu'elle rejette même la Coalition Nationale Syrienne, qu'elle a toujours entretenu des liens étroits avec salafistes et djihadistes, qu'elle collabore même avec *Al Qaïda*, et que certaines des armes fournies par la France ont atterri dans de mauvaises mains. Alors, le discours s'est adapté. Désormais, les groupes djihadistes de l'État Islamique en Irak et au Levant (EIIL ou *Daesh* en arabe) sont en réalité une création du régime syrien : elles visent à torpiller toute solution démocratique. En quelque sorte, les hommes d'*Al Qaïda* sont tout simplement des *moukhabarat*. Après les omniprésents *chabihas*, les barbouzes de l'EIIL qui rendent compte directement au raïs. Jean-Pierre Filiu en est d'ailleurs persuadé, lui qui déclarait en février 2014 : « Ces hommes de l'EIIL sont des agents doubles. Bachar al Assad n'a-t-il pas déclaré : "Nous avons des gens du côté de la révolution qui font du bon travail pour nous" ? » Il n'est pas sûr que cet argumentaire convainque grand monde, d'autant que l'on connaît très bien l'origine des fonds qui financent ces groupes. Et le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne proviennent pas de Syrie. Que le régime fasse ses choux gras de la présence d'*Al Qaïda* en Syrie, c'est indéniable parce que politiquement très opportun. Mais la question essentielle du *fund raising* des pays du Golfe est une fois de plus éludée. Alors, nous nous rabattons sur des groupes censés être plus présentables, d'autant qu'ils combattent à leur tour les filiales d'*Al Qaïda* sur place, comme en ont témoigné les affrontements meurtriers de l'hiver 2013-2014 : plusieurs centaines de combattants rivaux, aux premiers rangs desquels l'EIIL et le Front Islamique, coalition parrainée par l'Arabie Saoudite, se sont ainsi entretués. Mais combattre *Al Qaïda* a paru suffisant pour que ces rebelles soient considérés comme « islamistes modérés ». Peu importe qu'ils prônent l'établissement de la charia, qu'ils rejettent la

démocratie et l'irrédentisme kurde, nos amis saoudiens manœuvrent habilement pour imposer leurs poulains en Syrie. Il faudra un jour que ces contradictions soient résolues, à l'image d'une information passée totalement inaperçue début 2014. Dans le cadre d'un échange de prisonniers entre le régime et les rebelles, un prisonnier célèbre a été sorti des geôles syriennes à l'automne 2013. Il s'agit d'un allemand d'origine alépine, Mohammed Haydar Zammar, le recruteur d'*Al Qaïda*, connu pour avoir constitué la « cellule de Hambourg » qui a planifié et mené les attaques du 11 septembre. Il croupissait en prison depuis que la CIA l'avait intercepté au Maroc et avait sous-traité sa détention auprès des services secrets syriens en 2002. Or, ses « libérateurs » sont les rebelles d'*Ahrar al Sham*, une composante majeure du Front Islamique soutenu par Riyad. *Ahrar al Sham* et le Front islamique ont été vendus à l'opinion par certains décideurs et commentateurs occidentaux comme étant plus « modérés ». La priorité accordée par *Ahrar al Sham* à la libération de Zammar devrait fournir une raison supplémentaire de s'interroger sur la pertinence de cette évaluation.

Tactiquement, les responsables politiques occidentaux ont été contraints de nier le caractère fondamentaliste de la « révolution » en Syrie. Il fallait laisser au seul régime l'usage infâmant du terme « terroriste ». L'Occident soutenait les « opposants » et les laissait financer par l'Arabie Saoudite. Or, cette alliance contre nature, court-termiste, est à l'origine d'une des plus grandes erreurs stratégiques de ces dernières années. La Syrie va rester pour de nombreuses années un réservoir de djihadistes, à quelques heures du cœur de l'Europe. Nous avons laissé s'installer à nos portes une zone grise d'où viendra la violence de demain : une violence aveugle qui balaiera nos sociétés fragiles. Mohamed Merah n'était qu'un avertissement. Pour dîner avec le diable, il faut, dit-on, une longue cuillère. Mais la nôtre est terriblement courte. Si la fin justifie les moyens, alors l'éthique mais aussi le réel se chargeront de nous rattraper. Comme ils ont rattrapé un certain matin du 11 septembre 2001 les États-Unis, vingt ans après que ces derniers eurent joué massivement la carte de l'islamisme radical pour chasser les Soviétiques d'Afghanistan.

IV

L’insoutenable légèreté de la France

Les néoconservateurs n’ont pas disparu

La position de la France en Syrie en a surpris plus d’un. Ainsi lors du printemps 2013, parce qu’elle croyait une intervention possible, y compris en dehors du Conseil de Sécurité, la France a tout fait pour torpiller la solution russe d’une conférence de paix à laquelle tout le monde avait fini par se résoudre. Elle fut en pointe dès l’affaire des échantillons de sarin « rapportée » par les journalistes *du Monde* en mai, puis à l’été 2013, avec une opiniâtreté qui a étonné tous les observateurs. Ainsi, alors que les Russes et les Américains commençaient à discuter des contours flous d’une conférence qui devait se tenir dans le courant du mois de juin, soit près d’un an après la première conférence dite de Genève 1 de juin 2012, la France étonna tout le monde en proclamant unilatéralement qu’elle souhaitait que l’Iran soit exclu de cette conférence. La déclaration officielle du ministère laisse pantois : « C’est la stabilité de la région qui est en jeu. On voit mal un pays qui représente une menace pour cette stabilité participer à cette conférence. Si l’Iran veut participer à l’amélioration de la stabilité régionale, il a un certain nombre de réponses à donner, d’obligations internationales à respecter au préalable. » Cela revient en quelque sorte à regretter que l’Iran ne soit pas la Suisse. Il est certes bien plus aisé de discuter avec des gens comme nous et qui ne « menacent pas la stabilité » ni du monde ni de la région. Malheureusement au Moyen-Orient, ce n’est pas toujours le cas, ni d’ailleurs sur la plupart des continents. Mais c’est un fait. C’est d’ailleurs pour cela que la diplomatie a été inventée au sortir du Moyen Âge. Et l’habitude de nommer des ambassadeurs a été prise d’abord entre pays dont les relations étaient les plus tendues : la France, l’Espagne, l’Autriche.

Hubert Védrine avait déjà relevé ce trait qui s’apparente à une régression des formes de la diplomatie : « La politique étrangère est devenue inutile, puisqu’elle n’a plus pour objet que de se congratuler entre amis ou alliés et qu’on ne doit pas traiter avec les autres, opposants, parias ou voyous : on les

ignore, on les sanctionne ou on les bombarde[20]… » Car en agissant ainsi, on place la morale autocentrée au-dessus de toute autre considération. C'est renforcer surtout l'impression que l'idéologie et la phraséologie des néoconservateurs de l'époque de GW Bush, qui ont déserté les couloirs du pouvoir à Washington, semblent avoir trouvé refuge à Paris depuis la fin de l'ère chiraquienne. Mais ils sont comme ces Japonais qui continuèrent le combat faute d'avoir été prévenus de la capitulation de leur pays. Sous Nicolas Sarkozy, la rupture avec ce qui pouvait subsister de gaullisme dans la politique étrangère de la France a été très nette. Ainsi en février 2012, Alain Juppé avait estimé que le double veto de Moscou et de Pékin faisait peser sur le Conseil de sécurité « une sorte de tache morale ». Dans la foulée de la conférence des Nations Unies sur les Droits de l'Homme à Genève, le ministre français avait déclaré que Bachar al Assad devrait faire l'objet de poursuites devant le Tribunal Pénal International. Dans ces conditions, comment envisager de pouvoir peser politiquement sur un quelconque processus diplomatique à venir ? Des déclarations ahurissantes iront dans le même sens sous la mandature suivante. Laurent Fabius déclarera durant l'année 2012 qu'« il faut abattre Bachar al Assad » ou que ce dernier « ne mérite pas d'être sur terre ».

Encore une fois, la France a perdu un temps précieux. Alain Juppé dès le printemps 2011 avait déclaré : « Les jours d'Assad sont comptés. » À l'été 2012, Laurent Fabius assurait que le régime allait tomber : « Ce n'est qu'une question de semaines… » Pendant tout ce temps, le Quai d'Orsay s'est dispensé de faire de la diplomatie. Et Bachar al Assad est toujours au pouvoir. L'émotion, la grandiloquence, la morale ne font pas une politique étrangère. À vouloir placer la question syrienne sur le terrain de la morale, les États-Unis et la France se sont pris les pieds dans le tapis, ainsi que le déclarait récemment Gilles Kepel : « France et États-Unis avaient bâti leur argumentaire sur une posture morale qui s'est retournée contre eux[21]. »

Nos amis du Qatar

La politique étrangère du Qatar est quelque chose de fascinant : cet état minuscule a réussi en quelques années, et surtout à la faveur des printemps arabes, à s'imposer comme un acteur particulièrement courtisé. En témoignent les très étroites relations qu'entretiennent un bon nombre d'hommes politiques français avec les dirigeants du Qatar, la concomitance troublante des contrats

gigantesques que de grandes entreprises françaises parviennent à décrocher et l'alignement troublant de la diplomatie française sur les *desiderata* du petit émirat dans sa politique régionale. Avec tout ce que cela implique comme pressions, chantages et caprices de l'aveu même de certains témoins[22].

Ainsi, la séquence du printemps et de l'été 2013 a montré une France particulièrement en pointe sur le dossier syrien, qu'il s'agisse d'écarter l'Iran de toute participation à une conférence dont le quai d'Orsay ne voulait pas ou d'appeler à « punir » Bachar al Assad par des frappes, en rétorsion des soupçons d'utilisation d'armes chimiques le 21 août 2013. Mais dans le même temps, se concluaient de gigantesques contrats d'armement ou de travaux publics entre des entreprises françaises et ceux de nos alliés du Golfe les plus intransigeants sur le dossier syrien, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Est ce vraiment un hasard ? Surtout depuis que l'État français a pris l'étrange habitude de mettre tous ses moyens au service de grandes multinationales françaises pour conquérir des marchés dont on peut douter des retombées effectives sur l'emploi dans le pays.

Les observateurs extérieurs finissent tous par se poser la même question : pourquoi la France s'entête-t-elle à suivre une ligne politique dans le dossier syrien qui visiblement ne correspond pas à ses intérêts ? Les largesses du Qatar, le fait que toute la classe politique ou presque a été approchée expliquerait-il la chose ? Quand Dominique de Villepin rappelait en septembre 2013 chez Frédéric Taddei qu'une intervention en Syrie serait une erreur comparable à celle de l'Irak, les trémolos gaullistes revenaient dans la voix de celui qui avait solennellement tenu tête à la première puissance mondiale en 2003, dans l'enceinte du Conseil de Sécurité. Mais l'ancien ministre voulait peut-être faire oublier qu'il est l'un des avocats attitrés du petit État et que le 15 août 2012 il avait appelé clairement à une intervention militaire, dans la foulée des déclarations martiales de Laurent Fabius.

Autre exemple : le « Forum de Doha », en mai 2013, qui réunit 25 grands patrons français, des dizaines d'hommes politiques de droite comme de gauche pour envisager la collaboration future entre milieux d'affaires français et qataris. Le 22 juin 2013, François Hollande se rendait à Doha pour négocier les futurs contrats des entreprises françaises dans l'émirat – en compagnie des patrons de Vinci, Alsthom, Bouygues – ainsi que les conditions des futurs investissements du Qatar en France. Car la France est devenue une des destinations privilégiées

des fonds stratégiques qataris, après la Grande-Bretagne. Mais dans ce dernier pays, les relations intenses qu'entretiennent les milieux politiques avec l'émirat ne sont pas aussi prononcées. Ces investissements qataris ont été opportunément défiscalisés par une loi de circonstance votée sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Ils s'élèvent à près de 12 milliards d'euros sur ces cinq dernières années, avec des prises de participation dans des secteurs stratégiques comme Total, Vinci, Veolia, Vivendi, EADS ou Lagardère. Les investissements de prestige, destinés à renforcer le *soft power* du Qatar par le sport (PSG, BeIn sport) ne doivent pas cacher non plus la volonté du Qatar de lorgner vers les jeunes français musulmans des quartiers dits sensibles. La nouvelle mouture du « plan banlieue » retoqué en « plan d'investissement pour les PME » (300 millions d'€) permet au Qatar de s'ancrer dans le tissu économique et social des banlieues françaises.

À l'inverse, le Qatar – outre ses réserves en gaz – est une mine pour les investisseurs français en quête de gros contrats : Bouygues, Vinci, Alsthom ou Keolis (filiale de la SNCF) sont sur les rangs pour la construction d'infrastructures en vue de la Coupe du Monde de football de 2020. On parle en tout, d'investissements se montant à près de 170 milliards d'euros. Bouygues a déjà récupéré un contrat pour la réalisation d'un complexe immobilier pour 1 milliard d'euros, Vinci celui d'un tronçon du métro de Doha pour 1,5 milliard. Total pour les partenariats au Qatar comme à l'étranger, EADS pour la livraison d'équipements militaires profitent également des contrats signés avec le Qatar. Tout ce faisceau d'alliances et de partenariats économiques explique évidemment l'étrange communauté de vue des deux États sur les questions internationales.

Car pour le Qatar, en Syrie, c'est le voisin iranien, menaçant et tout proche, qui est visé. Et sur le moyen terme, c'est aussi une façon, comme pour l'Arabie Saoudite, encore plus exposée à ce danger, de différer la survenue d'un « printemps arabe » domestique, qui viendrait déstabiliser des régimes dont on peut dire qu'ils ne possèdent, à l'heure actuelle, aucun mécanisme démocratique ni préoccupation en matière de droits humains : l'exportation du terrorisme a souvent été de la part de ces pays un moyen d'assurer l'ordre intérieur.

La situation à Bahreïn, dont peu de médias se soucient, est l'illustration même de ce que feront ces pays chez eux en cas de révolte populaire : envoyer les chars

et réprimer les manifestations. Dès le 14 mars 2011, les chars saoudiens entraient à Bahreïn pour se porter au secours de la dynastie sunnite contestée par une population chiite à 70 %. Ils y sont toujours…

Pour qui connaît le microcosme parisien, le constat est sans appel. Il faut avoir vu avec quel empressement le Tout-Paris politique et médiatique se rue chaque année sur le buffet fort bien garni du reste, de l'ambassade du Qatar à l'occasion de l'anniversaire de l'ambassadeur. Politiques, journalistes, capitaines d'industrie se croisent entre les tables *hallal* et non *hallal*. Tout ceci permet de comprendre les contre-feux allumés dans la presse lorsque certains journalistes courageux mettent en lumière la fascination (très intéressée) des mêmes cercles politico médiatiques pour le petit émirat : cela devient le *Qatar bashing*, expression reprise par l'ambassadeur lui-même et diluée méticuleusement ensuite par les relais médiatiques selon une technique qui consiste à s'approprier le terme, l'affadir, le vulgariser et ainsi le désamorcer. Tout récemment encore, fin octobre 2013, avant de partir prendre ses nouvelles fonctions à Washington, l'ambassadeur du Qatar recevait le gratin du microcosme parisien. Image saisissante que ces anciens ministres (Michèle Alliot-Marie, Dominique de Villepin, Claude Guéant aux côtés de… Manuel Valls) venus de surcroît écouter Enrico Macias pousser la chansonnette en l'honneur de l'ambassadeur…

L'État français lui-même n'hésite pas à se laisser humilier pour continuer de complaire au petit émirat. En septembre 2013, le proviseur Hafid Adnani, qui dirige le lycée français Bonaparte à Doha, doit précipitamment faire ses valises. Il a été incarcéré à la suite d'un différend avec la directrice financière de l'établissement, qu'il accusait de ne pas détenir les diplômes qu'elle prétendait avoir. Le fonctionnaire français est accusé d'« attitude anti-musulmane » et d'islamophobie. Hafid Adnani n'a dû sa libération qu'à l'intervention de l'ambassade de France. Sommé de quitter le territoire qatari le plus vite possible, l'ex-proviseur a dû quitter précipitamment l'émirat le 8 septembre 2013, laissant sa famille derrière lui. Qu'a répondu le ministère des Affaires étrangères, interrogé par l'AFP ? Le départ du proviseur du lycée Bonaparte est une « solution de compromis » trouvée avec les autorités du Qatar, en échange de sa libération. Or l'histoire avait connu des précédents : fin 2012, Franck Choinard, le proviseur du lycée français Voltaire, avait également été contraint de partir face à des accusations de pédophilie qu'il a toujours réfutées. Selon des médias

français, à l'origine du conflit se trouve en réalité un désaccord sur le contenu du programme d'histoire et de sciences naturelles entre les autorités qataries et la mission laïque, organisme qui gérait le lycée Voltaire. L'établissement est désormais géré par le Qatar. En 2008, il avait été inauguré en grande pompe en présence de Nicolas Sarkozy et de l'émir du Qatar, six mois seulement après que les autorités eurent réclamé leur « lycée français » mais construit sur mesure pour les ressortissants qataris, le lycée Bonaparte accueillant surtout des enfants d'expatriés européens. Dès octobre 2010 déjà, rapporte le Nouvel Observateur[23], « le Proviseur, Jean-Pierre Brosse, est convoqué par le procureur général du Qatar qui lui montre les pages d'un livre d'histoire, consacrées à la Chrétienté : "Cela nous vaut une plainte au Conseil suprême de l'Éducation, vous risquez dix ans d'emprisonnement." Les plaintes des parents sont ahurissantes : un ourson qui a le défaut de s'appeler du nom d'un apôtre, Matthieu, un manuel d'arabe imprimé au Liban et par conséquent jugé "d'inspiration catholique", une photo de chevaux en train de s'accoupler. »

À son retour en France, Jean-Pierre Brosse confiera sur Europe 1 : « Si vous avez un programme d'histoire de la chrétienté, c'est impossible. On ne pouvait même pas montrer une gravure d'une cathédrale ou d'une église… Si on parle du vin, même si vous avez juste un tableau de maître avec une bouteille de vin ou des verres, c'est interdit, assure-t-il. Il faut aller exactement comme eux souhaitent et ça, ce n'est pas possible. Pour eux, on ne peut pas dire à un enfant qatari qu'il y a d'autres religions que l'islam avant 18 ans. »

Au-delà de ces péripéties, le Qatar est connu pour le traitement particulier de ses étrangers. Le travail forcé, le non-paiement des salaires et la confiscation des passeports sont des pratiques courantes. Au Qatar, le pouvoir est organisé de façon très claire. Au sommet de l'édifice (peut-on parler d'un État au sens où nous l'entendons ?) se trouvent l'émir et sa famille. C'est à eux que revient l'ensemble du pouvoir. Comme dans d'autres pays du Golfe, la limite entre leurs biens personnels et les biens de l'État est très floue. Le statut de la propriété foncière au Qatar, par exemple, est incertain. Aucune règle claire, seul un usage est reconnu : en dehors des zones urbanisées, la terre appartient à l'émir ; en ville, la terre peut être achetée ou offerte. L'émir organise donc son territoire comme il l'entend, ce qui explique des réalisations urbaines planifiées dont l'émirat a le secret et dont les projets parfois pharaoniques traduisent la toute-

puissance. La population de souche, évaluée à moins de 300 000 ressortissants, est la seule à disposer d'une citoyenneté accompagnée de ses droits et devoirs. Elle bénéficie alors des largesses de l'émir et de sa famille qui réinjectent ainsi la manne pétrolière et surtout gazière en achetant la paix sociale. Tout travailleur étranger, mais aussi toute entreprise étrangère, est en revanche sous tutelle, comme un enfant ou un esclave dans le droit musulman ancien. La *kafala* permet aux citoyens nationaux de jouir des gains d'une entreprise implantée sur son sol (en possédant la majorité des parts du capital) ou d'exercer un pouvoir sur les travailleurs immigrés. La kafala fait des étrangers, des citoyens de seconde zone, obligés d'être parrainés par un qatari : un statut comparable à l'esclavage pour les professions les plus ingrates. Ces pratiques ont été récemment mises en lumière par les scandales entourant la construction des infrastructures pharaoniques prévues pour la Coupe du Monde de football de 2020. La nouvelle de la mort de dizaines d'ouvriers népalais n'a pas empêché François Hollande de décorer le 17 octobre 2013 l'ambassadeur du Qatar en France, de la Légion d'Honneur « pour services rendus ». On a connu la France plus scrupuleuse avec d'autres pays sur la question des droits de l'Homme. Du reste, la polygamie de l'émir n'a jamais suscité une seule réaction dans les milieux progressistes de l'intelligentsia française. Qu'on le veuille ou non, l'archaïsme côtoie au Qatar la modernité la plus débridée. Ainsi une statue monumentale de Zidane frappant de la tête Materrazzi a été retirée de la promenade du port de Doha, à la demande de la *sheikha* pourtant présentée comme ouverte et occidentalisée. Motif invoqué, non pas le scandale d'un tel geste, bien peu édifiant pour l'image du sport, mais le risque d'idolâtrie que comportait la statue !

A posteriori, c'est à l'aune de ces excellentes relations franco-qataries qu'il faut comprendre la surprenante invitation qu'avait formulée la France au président syrien et à son épouse Asma en 2008, dans le cadre du projet d'une Union pour la Méditerranée en gestation. Il s'agissait d'un spectaculaire revirement par rapport au temps où la Syrie portait le poids de l'assassinat de Rafiq Hariri. Il fut même décidé pour l'occasion, que le président syrien serait présent à la tribune présidentielle lors du défilé militaire du 14 juillet aux côtés d'autres chefs d'États arabes. Oublié le 14 février 2005 et la voiture piégée qui anéantit le convoi de Rafiq Hariri en plein cœur de Beyrouth. Mais ce dernier était à la fois le grand ami des Saoudiens et celui de Jacques Chirac. Cela

tombait bien, à l'époque, le Qatar était en froid avec les uns et Nicolas Sarkozy voulait prendre le contre-pied de l'autre. Une fois de plus, c'est le Qatar qui avait réussi à persuader Nicolas Sarkozy d'inviter Assad en 2008. À l'époque, les relations de Damas avec l'Arabie Saoudite étaient devenues exécrables, ce qui faisait les affaires des Qataris. Jamais l'idylle entre Doha et Damas n'avait été aussi prononcée que durant ces années. Les IDE du Qatar affluaient en masse à Damas. Près de 6 milliards de dollars avaient été investis par le Qatar en Syrie à partir de 2006 par le biais de la QNB, la *Qatar National Bank* et Doha comptaient aussi encore sur un accord avec la Syrie pour faire transiter ses tubes par le territoire syrien, véritable verrou pour l'accès au marché européen du gaz. Assad, sans doute inspiré par les Russes, refusa toujours cet accord qui permettait à Doha d'échapper à la vulnérabilité de sa monoproduction de Gaz Naturel Liquéfié, essentiellement évacué par le risqué détroit d'Ormuz. Le retournement du Qatar fut spectaculaire en 2011. Désormais, Doha allait mettre tous les moyens de son colossal pouvoir financier, médiatique et diplomatique au service de la chute du régime syrien. Changement d'orientation aussi radicale que l'avait été la décision d'inviter Bachar al Assad sur les Champs-Élysées.

La stratégie du Qatar est de se rendre indispensable à toute négociation, y compris en jouant les pompiers pyromanes. Déjà en Libye, le Qatar a investi plus de deux milliards de dollars dans le soutien aux éléments les plus radicaux à Kadhafi. Il s'est agi d'une véritable sous-traitance de la part des Occidentaux, lors d'une opération qui fut par ailleurs lourde de conséquences sur la zone, notamment en Syrie et au Sahel. L'alliance totalement improbable entre l'OTAN et les islamistes les plus radicaux, le tout sous la caution morale d'un Bernard-Henry Levy, aboutit à ce que des quantités phénoménales d'armes soient livrées à la rébellion, au mépris des conventions de l'ONU. Selon les journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot, ce ne sont pas moins de vingt mille tonnes d'armes qui seront livrées par le Qatar en Libye[24]. La technique est simple : le Qatar promet de payer des armes, françaises notamment, et les distribue à qui il veut bien, ainsi entre avril et octobre 2011, une vingtaine d'avions-cargos s'envolent du Qatar pour la Libye, chargés de lance-roquettes, de fusils d'assaut, d'uniformes militaires et de pick-up. Que ce soient les islamistes qui aient reçu l'essentiel de ces approvisionnements, au détriment du CNT, ne semble pas avoir inquiété les Français ni les Américains. Pourtant, le Qatar s'appuie sur un

homme qui va jouer un rôle important en Syrie : Abdelhakim Belhadj, déjà évoqué plus haut. Évidemment toutes les assurances ont été fournies aux Occidentaux qui à vrai dire étaient ravis de laisser effectuer le travail sur place par des « locaux », malgré la présence de forces spéciales et même de contractuels en Libye. Et puis surtout, « le Qatar ne laisse pas le choix à ses partenaires. Il paie, il a choisi ses hommes et estime avoir le droit de faire comme il veut[25] » rappelle le CF2R.

La réaction du Qatar à l'opération Serval engagée en janvier 2013 au Nord Mali par l'armée française fut très logique. L'émirat fut le premier pays à désavouer la décision française. « Je pense que le dialogue politique est important et nécessaire. Je ne pense pas que la force réglera le problème », déclarait dès le 15 janvier le Premier ministre qatari Hamad Ibn Jassem. Quant au prédicateur Youssef Qaradawi, en tant que président de l'Union internationale des Oulémas, il dénonce depuis Doha une intervention « précipitée » en appelant à un « règlement pacifique équitable ». Un discours de modération qui est exactement à l'inverse de l'attitude prônée par le petit émirat dès les débuts de la crise syrienne… Les preuves d'une aide indirecte du Qatar, par le biais d'une prétendue assistance humanitaire aux groupes rebelles islamistes du Nord Mali sont de plus en plus nombreuses. *Human Rights Watch*, par la voix d'un de ses responsables, confirmait de façon feutrée cette évidence : « Le Qatar devrait certainement être plus transparent dans son rôle au Maghreb et au Sahel, et ne devrait pas s'y compromettre avec des éléments impliqués dans des exactions ou des actes terroristes[26]. »

Pour autant, la stratégie du Qatar semble avoir totalement échoué. Son rôle en Syrie a été particulièrement néfaste, dans la mesure où les largesses accordées dès le départ uniquement aux brigades proches des Frères Musulmans ont provoqué en retour une surenchère méthodique de l'Arabie Saoudite. Traditionnellement le Royaume craint les Frères dont la doctrine pourrait remettre en cause le pouvoir de la dynastie des Saoud. Désireux de prendre le *leadership* sunnite dans la région, l'émirat a trouvé Ryad en face de lui et sa stratégie en Syrie a échoué. Il a d'ailleurs déjà commencé à renouer discrètement avec le Hezbollah et le régime de Damas. En Orient, tout est possible. Et le Qatar, qui excelle dans l'art des négociations improbables, sera vraisemblablement associé au processus de stabilisation et de reconstruction de

la Syrie.

Et les chrétiens de Syrie ?

Nous l'avons vu, la Russie a su s'emparer du dossier des chrétiens d'Orient pour justifier en partie sa politique. De ce point de vue, le *soft power* russe s'est avéré payant, tant la dimension historique de l'enracinement chrétien en Syrie a des résonances y compris en Occident. La France, elle, n'a pas su s'emparer de cette dimension pour tenter d'infléchir sa position. Quand la localité chrétienne de Maaloula est attaquée par le front *Al Nosra* en septembre 2013, le Quai d'Orsay est pris de court. Il est vrai que pour certains ambassadeurs de France en Syrie, les chrétiens de Maaloula étaient ces gens « qui portent des toasts à Bachar ». Et pourtant, nul n'ignorait la particulière vulnérabilité de ces derniers en cas de chute du régime. Mais la « servilité » des chrétiens à l'égard du régime de Bachar al Assad est une affaire entendue au Quai et leur sort n'entre pas dans l'équation. Faut-il rappeler à ces mêmes diplomates combien leur vie nocturne aurait sans doute été différente lors de leurs séjours à Damas, s'il n'y avait eu *Bab Sharqi*, le quartier chrétien de Damas et ses *night-clubs* bien connus du personnel de l'ambassade de France ? N'ont-ils surtout pas vu la dimension hautement symbolique de cette présence chrétienne sur laquelle s'arc-boute la Russie ? Que le vrai Munich, pour reprendre le titre d'un éditorial de Renaud Girard, c'est d'abandonner ces populations chrétiennes d'Orient ?

Certes, dans l'ensemble, le clergé chrétien s'est montré loyaliste. Certains responsables ont sans ambiguïté affiché leur soutien au gouvernement en place et soutenu certaines de ses initiatives, comme la création d'un ministère de la Réconciliation Nationale en juin 2012, placé sous la direction d'Ali Haydar. Mais il faut se garder de juger de l'extérieur. À ce titre, la réaction d'un évêque français en septembre 2013, Mgr Dagens, critiquant très durement ses « frères dans l'épiscopat » et appelant à une intervention militaire a de quoi surprendre. Le Vatican est pourtant très bien renseigné : ces positions loyalistes correspondent à une attitude traditionnelle, celle d'une minorité très sensible historiquement, à l'insécurité qui caractérise son existence en terre d'islam : les chrétiens de Damas ont par exemple encore la mémoire des massacres de… 1860. Pour autant, beaucoup de chrétiens syriens, y compris au sein de la hiérarchie, avouent en privé que des réformes étaient nécessaires, se plaignent de la corruption qui a toujours régné, mais persistent à refuser les solutions armées

et la violence. Certains même de ces chrétiens, côtoyés depuis une décennie et connus pour leur hostilité très nette à ce régime, nous ont confié leur écœurement, haïssant cette « révolution » qui par ses exactions et le chaos provoqué, les ont poussés dans les bras du régime… En cas de partition et d'éclatement territorial de la Syrie, il ne faut pas oublier non plus que les chrétiens sont les seuls, contrairement aux druzes, aux alaouites ou aux Kurdes, à ne pas disposer d'un « réduit » territorial. Pour autant, il n'y a pas de programme spécifiquement antichrétien porté par l'opposition au départ. Les groupes qui espéraient une aide de la part de l'Occident se sont bien gardés de mettre au goût du jour ce type d'agenda. Plus nettement, les représentations religieuses du conflit portent essentiellement sur la rivalité sunnites-chiites. En revanche, les vieux réflexes qui sont ceux des situations de guerre civile, avec leurs lots de règlements de comptes, de jalousies et d'anarchie, toucheront les chrétiens et les alaouites. Il est troublant de voir que Laurent Fabius a tenté en 2012 d'obtenir des oulémas d'Al Azhar des *fatwas* pour protéger les minorités en Syrie. En effet, les chancelleries occidentales s'attendent depuis longtemps au pire car les groupes djihadistes étrangers ont très vite pris l'ascendant au sein du camp rebelle. L'idéologie islamiste qui imprègne la « révolution » en Syrie est formatée par leurs bailleurs de fonds : les monarchies pétrolières du Golfe. L'islam fondamentaliste qu'elles professent est bien éloigné des traditions de coexistence pacifique des chrétiens au sein de l'islam syrien depuis des siècles.

Il est sûr que le village de Maaloula est symbolique à plus d'un titre. Et d'abord parce que c'est le régime lui-même qui a laissé se constituer Maaloula en symbole de cette présence chrétienne en Syrie, ce dont témoignait le patrimoine exceptionnel de la bourgade, aujourd'hui dévastée. Une présence tolérée, mais aussi encouragée : le village constituait avant la crise l'un des *spots* touristiques de la Syrie avec près de 100 000 visiteurs étrangers annuels. Alors certes, les baasistes assuraient également une présence dans le village et les portraits du président ornaient la localité, comme n'importe quelle ville syrienne du reste. Mais qu'attendre d'autre de la part de populations minoritaires ? Populations incapables de se défendre efficacement, comme l'a prouvé la fuite immédiate de tous les habitants lors de l'attaque du 9 septembre 2013. Les chrétiens de Maaloula ont fui massivement à Damas, dans les quartiers de *Bab Sharqi* et *Bab Touma* où se trouvent leurs églises et leurs patriarcats. Ils y ont

enterré leurs morts. Parmi eux Antoun et ses deux cousins qui avaient pourtant reçu l'*aman*, c'est-à-dire l'assurance d'avoir la vie sauve. Désarmés, et confiants dans la parole des rebelles, ils furent tués à bout portant. Puis décapités. Parce qu'ils étaient chrétiens. Fallait-il qu'ils prennent les armes contre un pouvoir dictatorial en mars 2011 ou même avant ? Qu'ils émigrent pour refuser l'arbitraire ? Installés dans nos certitudes occidentales, nous sommons ces chrétiens d'être des héros. En somme, l'Occident postchrétien voudrait que les chrétiens de Syrie soient en quelque sorte conformes à l'Évangile, c'est-à-dire « le sel de la Terre et la Lumière du monde »… Étrange hommage de la modernité rationaliste aux chrétiens d'Orient. Demande-t-on autant à l'islam ? Il faudrait, à ce jeu-là, exiger des musulmans une clarification de leur position quant à la violence, une claire condamnation du djihadisme. Ce genre de questions ne s'est pas posé quand il s'est avéré qu'en Libye et en Syrie, *Al Qaïda* combattait aux côtés de ceux que l'on soutenait. Témoin de cette totale incapacité à saisir la complexité du christianisme syrien, ce dialogue surréaliste entendu sur Europe 1 le lendemain de l'attaque du village par les rebelles d'*Al Nosra*. Jean-Pierre Elkabbach s'entretenait ce matin-là avec Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères :

« J.-P. Elkabbach : [Bachar al Assad] continue à tuer, il a le permis de tuer avec des armes conventionnelles…

L. Fabius : Aujourd'hui oui…

J.-P. Elkabbach : Il est peut-être en train de massacrer les chrétiens de Maaloula qui appellent au secours, qu'il faut aider…

L. Fabius : Exactement. »

Nul besoin de commenter… Les djihadistes ont à coup sûr voulu frapper un des symboles de la relative tranquillité dont jouissaient les minorités au sein de la société syrienne. Par cette attaque d'ampleur, ils ont voulu montrer que le régime a échoué dans son rôle de protecteur des minorités, en particulier chrétiennes. C'est bien sur ce terrain-là que s'est situé l'affrontement et non, comme certains ont voulu le faire croire, pour des raisons stratégiques, Maaloula se situant relativement à l'écart de la route Damas-Homs. Le dynamitage systématique des croix surplombant les principaux édifices du culte, le pillage des maisons et l'humiliation des villageois infidèles, les *kouffar*, l'ont assez prouvé. Après l'attentat suicide, soigneusement filmé par *Al Nosra*, qui a amené

un jeune jordanien fanatisé à détruire le poste militaire situé à l'entrée du village, l'armée est revenue dans le village. Elle y avait pourtant perdu une dizaine d'hommes pour la plupart simples conscrits. Le 30 novembre, les djihadistes l'en ont à nouveau chassée. Les rebelles ont fait dévaler des pneus chargés d'explosifs sur les maisons et les édifices religieux situés en contrebas. Et d'un point de vue patrimonial, un véritable massacre archéologique a eu lieu. Le couvent Saint-Serge, occupé et pillé depuis les débuts du soulèvement, a payé un lourd tribut. L'église conventuelle, sans doute l'un des plus vieux édifices chrétiens au monde, daté du début du IVe siècle, a été pillée, les icônes exceptionnelles qui avaient été exposées en 2003 à l'Institut du Monde arabe, détruites par les rebelles d'*Al Nosra* et le toit percé par un obus de l'armée syrienne. La croix qui surmontait son dôme fut dynamitée le jour même de la prise du village. Quant aux douze religieuses orthodoxes enlevées de force de leur couvent de Sainte-Thècle, elles n'ont été libérées que trois mois plus tard grâce à une médiation libano-qatarie et contre l'échange de 150 prisonnières du régime et le paiement de 16 millions de dollars par Doha.

Maaloula est un symbole. Il est en quelque sorte l'étalon à l'aune duquel les chrétiens de Syrie, mais aussi beaucoup de chrétiens arabes, mesurent leur capacité à rester dans cet Orient, à ne pas succomber aux sirènes de l'émigration. La faiblesse de la mobilisation de l'Occident n'a pas encouragé ces populations fragiles à voir encore un avenir pour eux et pour leurs enfants. Dans l'affaire de Maaloula, la France a été bien silencieuse. En mars 2014, des groupes djihadistes appuyés par la Turquie prendront la localité arménienne de Kassab, faisant fuir vers Lattaquié la totalité des habitants terrorisés. Si seulement le Quai d'Orsay s'était contenté d'être aussi lâche que pour Maaloula. Il a fallu que le Ministère ajoute la forfaiture à la lâcheté. En témoigne le communiqué laconique qui fut publié le 31 mars 2014 : « Nous suivons avec inquiétude la situation à Kassab, où de nombreux habitants ont été contraints à la fuite. Nous condamnons les bombardements menés par le régime et appelons au respect par toutes les parties du droit international humanitaire. » Le monde arabo-musulman est en train de se mutiler en se privant de sa composante chrétienne, composante dont il faut rappeler qu'elle est indigène, profondément enracinée dans la culture arabe. La normalisation fondamentaliste d'un islam sunnite sur le modèle wahhabite, résultat de près d'un demi-siècle du déversement des

pétrodollars du Golfe, est en train de changer radicalement l'identité même des sociétés musulmanes. Les chrétiens en font les frais en premier, mais aussi l'islam traditionnel, avec ses saints et ses pratiques de dévotion que rejettent violemment les islamistes en les assimilant à la *Jahiliyya*, c'est-à-dire l'« ignorance » censée avoir caractérisé les siècles précédant la venue de l'islam. C'est tout le monde arabe qui y perdra. Les chrétiens de Syrie, s'ils disparaissent, à l'instar de leurs coreligionnaires irakiens, emporteront avec eux un pan entier de la culture de l'Orient. Et les remords de l'Occident.

À la recherche de l'opposition syrienne

Dès les débuts du conflit, la diplomatie française s'est illustrée sur le dossier syrien par son audace et son caractère extrêmement offensif envers le régime de Damas. Cette attitude d'activisme tous azimuts, mélange d'indignation morale, d'agressivité verbale et d'impuissance militaire, aurait de quoi faire sourire s'il n'avait pas mené la France à une impasse, jusqu'aux derniers développements de septembre 2013 on aura vu un président français attendre le coup de fil d'Obama et assister impuissant à la conclusion d'un accord entre Russes et Américains.

Dès les débuts de la révolte en Syrie, certains observateurs ont mis en garde contre le risque de guerre civile en cours tandis que la France ne voulait voir dans les insurgés syriens que des « révolutionnaires » et des activistes. Pourtant, dans d'autres pays où avaient eu lieu les « printemps arabes », les signes étaient très clairs. Au lendemain de la chute de Moubarak, le 26 février 2011, le prédicateur al Qaradawi dirigeait la prière place Tahrir au Caire. Ce même Qaradawi qui allait prendre la tête de la puissante campagne de dénigrement et d'encouragement à renverser Assad dans l'ensemble du monde arabe, grâce à son émission du jeudi sur Al Jazeera.

Il a fallu à la diplomatie française plus d'un an pour admettre et reconnaître à demi-mot que l'opposition armée à Bachar al Assad était totalement multiforme, surtout pas le fait unique d'une « Armée syrienne libre » aux contours assez flous, mais de plus en plus le fait de groupes armés d'inspiration djihadiste. Sans doute que la situation chaotique qui règne dans la Libye « démocratique » post-Kadhafi avait pu faire réfléchir les responsables français. La France entretenait l'illusion que les aspirations démocratiques des Syriens pouvaient être portées par des puissances aussi peu crédibles sur le plan des droits humains que les Saoudiens et les Qataris.

La diplomatie française a ensuite, en janvier 2012, à la suite de l'Arabie Saoudite, tout fait pour enterrer et faire passer pour un échec la mission des Observateurs de la Ligue Arabe, mission certes imparfaite, mais qui donnait un autre son de cloche sur la réalité du terrain. Ensuite, la France avait aussi fait une erreur en soutenant le mauvais cheval dès le début, dans une configuration où la reconnaissance par la « communauté internationale » tenait lieu de représentativité populaire. En effet, on ne peut qu'être étonné de la reconnaissance précipitée dès novembre 2011 du Conseil National Syrien (CNS). Parallèlement, la France cesse tout dialogue avec d'autres groupes d'opposants. Elle privilégie des Syriens émigrés en Occident de longue date, sans véritables contacts avec les réalités du terrain. De surcroît, ces derniers comptent, sans le dire, sur une intervention étrangère que les Syriens rejettent vigoureusement. Plus largement, cette reconnaissance permet aux Frères musulmans et aux puissances sunnites du Golfe d'exercer une large influence au sein de ce même CNS. Pourtant, dès septembre 2011 s'était constitué autour de l'intellectuel Michel Kilo un groupe d'opposants historiques, tolérés par le régime. En voyage en France en octobre, le groupe avait sollicité en vain d'être reçu au Quai d'Orsay tandis qu'on lui refusait de donner une conférence de presse dans le Centre d'accueil de la Presse Étrangère. Est-ce parce que ce groupe d'opposants refusait la violence et toute ingérence étrangère ? La France s'est ainsi privée d'une opposition domestique, historiquement incontestée et prête à dialoguer avec le pouvoir. On a beau jeu à présent d'expliquer que le régime a tout fait pour que la révolte se militarise. Mais il faudra un jour pointer les responsabilités historiques de l'Occident et notamment de la France dans l'exclusivisme de ses choix pour représenter l'opposition syrienne. De nombreux opposants refusent jusqu'à présent toute forme de violence. Étrangement, les médias occidentaux et arabes ne relaient nullement cette démarche pacifique ni le travail mené sur le terrain par ces acteurs, certes, nettement moins spectaculaires que les conférences ultra-médiatisées de ceux qui continuent à apparaître comme des exilés sans prise avec les réalités sur le terrain. Les Occidentaux ont certes dû imposer des mesures cosmétiques pour obliger le Conseil National Syrien puis la Coalition Nationale Syrienne à masquer ses oripeaux islamistes. Mais cela ne trompe personne, pas même certains diplomates français. « Qui peut croire une seconde, en effet, que le régime saoudien cherche à instaurer la démocratie à

Damas, lui qui ne reconnaît aucune assemblée élue ? Lui dont le ministère de l'intérieur vient de déclarer que les manifestations dans l'est du pays étaient "une nouvelle forme de terrorisme" », rappelait Alain Gresh sur son blog en 2012 ? Au printemps 2013, la France refusait toujours d'admettre qu'il n'y avait aucune articulation entre cette opposition et les groupes armés sur le terrain. Entre-temps, l'infiltration djihadiste encouragée par la lutte sourde entre le Qatar et l'Arabie Saoudite a fini par transformer la Syrie en terrain de jeu régional pour les islamistes du monde entier.

Que veut-on vraiment en Syrie ?

Une autre question mérite d'être posée : au-delà de l'« éthique de conviction » qui nous fait nous indigner à juste titre de la situation de violence et réclamer à cor et à cri une intervention, il fallait être bien conscient des conséquences. Car qui peut croire que la démocratie succédera au régime actuel ? Et même si l'on rétorque, en bons lecteurs de la Révolution française, qu'une période de transition sera nécessaire, y compris durant laquelle le sang devra couler, sommes-nous bien sûrs que ce soit l'enjeu véritable ? Que cherchent en réalité le Qatar et l'Arabie Saoudite, si peu soucieux de démocratie chez eux et qui sont les plus actifs, les plus influents, y compris auprès des chancelleries occidentales, sinon à affaiblir l'Iran qui est leur principale menace dans la région ? Pour la majorité de ces groupes rebelles, la priorité a été très tôt de se faire reconnaître et financer par les généreux donateurs du voisinage, Qatar et Arabie Saoudite en tête. L'affiliation religieuse, wahhabite ou salafiste, est devenue la règle, sans compter les centaines de djihadistes étrangers qui affluent en Syrie. L'échec du plan Annan à cet égard a montré toute la mauvaise volonté de certains acteurs à parvenir à une solution négociée en Syrie : or c'était le plan de la dernière chance. Depuis, la Syrie a pu devenir le champ clos de tous les intérêts régionaux. Entré en vigueur officiellement le 12 avril 2012, le plan Annan n'a pas bénéficié d'emblée de l'empathie des grands pays occidentaux, ni des Arabes qui dès avant sa mise en place avaient déjà prophétisé son échec. Le 17 avril, l'émir du Qatar évaluait à 3 % (sic) ses chances de réussite et le 25 avril Alain Juppé déclarait : « Les choses ne se passent pas bien, le plan Annan est fortement compromis. » L'échec du plan Annan a ouvert la porte à l'installation durable d'un conflit de basse intensité en Syrie, sur le modèle de la guerre civile libanaise. À partir de ce moment, le conflit syrien servit d'exutoire aux

djihadistes du monde entier, bientôt privés de leur terrain de jeu afghan. Le 5 juin 2012, le général Robert Mood mettait en cause des acteurs étrangers comme contribuant activement à la spirale de la violence en Syrie, en envoyant de l'argent et des armes. « Je ne peux pas identifier quels pays sont impliqués », avait-il prudemment ajouté auprès de l'AFP et de Reuters.

Une autre illustration de cette politique hasardeuse avait été fournie en avril 2012 lors de la réunion de la Ligue arabe à Bagdad : le sommet s'est terminé par une résolution condamnant toute ingérence internationale. Les responsables français, dans le sillage de l'Arabie Saoudite, qui n'avaient envoyé que des représentants de second rang, déclarèrent « avoir été déçus par tant de prudence ».

À l'approche de Genève 2, après un an d'atermoiements et de manœuvres dilatoires, la stratégie occidentale et en particulier française s'avéra être ce que les observateurs avaient prévu : un échec total. Des mesures cosmétiques – une fois de plus – furent imposées à l'opposition syrienne au printemps 2013 : la France dut finalement persuader le Qatar de la nécessité d'un élargissement de l'opposition à ceux-là mêmes qu'elle avait sciemment écarté deux ans plus tôt, dont Michel Kilo. Éric Chevallier lui-même en perdit son latin devant la mauvaise volonté de la CNS réunie pour l'occasion à Istanbul… Mais ce ne fut que contrainte et forcée que cette opposition se rendit à Genève en janvier 2014, elle qui à Doha en novembre 2012, avait inscrit dans sa charte l'engagement de n'ouvrir aucun dialogue avec le régime… Qu'avait-elle à gagner dans ce qui s'apparentait à un suicide politique ?

V

Syrie, laboratoire d’un basculement du monde

L’échec de l’occidentalisme

Le conflit syrien a été l’occasion pour la diplomatie russe de revenir de façon spectaculaire dans le jeu diplomatique mondial. L’accord obtenu en septembre 2013 en constitue l’exemple magistral. Ainsi les Américains ont fini par accepter le plan de sortie de crise proposé par Vladimir Poutine le 9 septembre, plan qui consiste, sous supervision de l’ONU, à sécuriser l’arsenal chimique de Damas. Pour les Russes, il était en effet important de faire revenir les Américains et leurs alliés sur le terrain du droit international. Plus on a recours aux bons sentiments, plus on s’affranchit du droit international. Après deux décennies de difficultés et d’humiliations (la Serbie, le Kosovo puis la Géorgie et l’Ukraine), la diplomatie russe a profité de la crise syrienne pour s’arc-bouter sur ses principes et reprendre la main. Les années 1990 ont été vécues par la diplomatie russe comme une « décennie noire », correspondant à un incontestable déclassement des positions du pays face à une Amérique « hyperpuissante ». L’intervention de l’OTAN en 1999 en Serbie et l’imposition d’un Kosovo souverain et indépendant ont été perçues comme une humiliation sans précédents à Moscou. Mais que représente vraiment la Syrie pour les Russes, au point d’en avoir fait une question de principe ?

Le maintien de la base navale de Tartous, seule fenêtre maritime méditerranéenne de la marine russe constitue un enjeu important, sans être toutefois essentiel. La question des routes des hydrocarbures constitue aussi, sans doute, une des raisons particulières de l’attention portée par la Russie au dossier syrien : le territoire syrien est le carrefour essentiel par lequel pourraient transiter de nouvelles routes venues du golfe Persique en direction de l’Europe. Derrière ces projets, se profile une marginalisation programmée du gaz russe au profit du gaz qatari, à destination d’un des premiers foyers de consommation mondiale, l’Union Européenne. Mais à vrai dire, les Russes se battent en Syrie pour des questions de principes. Et à cet égard, la rigidité de la position russe est

directement le produit du précédent libyen de 2011. Les Russes (suivis par les Chinois) avaient négocié et finalement décidé de s'abstenir « pour des raisons de principes » lors du vote de la résolution 1973 du 17 mars 2011. Cette dernière instaurait une zone d'exclusion aérienne en Libye, mais excluait tout changement de régime par la force. Or, la responsabilité directe de l'intervention de l'OTAN dans la capture puis l'exécution de Mouammar Kadhafi a été perçue comme une violation de ladite résolution. C'est dans ces dispositions que la Russie a abordé durant l'année 2011 les discussions au Conseil de sécurité touchant le dossier syrien : elle utilisa trois fois son veto et refusa d'accepter toute résolution. L'objectif principal de la diplomatie russe fut donc dès le début de s'en tenir au respect de la souveraineté de la Syrie et au maintien du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. La question du *regime change* est donc le cheval de bataille de Moscou dans le conflit syrien. À cet égard, les Russes ont su habilement faire venir les États-Unis sur le terrain du droit international.

Dans la droite ligne de ce que l'on a baptisé le « consensus de Pékin », la position russe dans les relations internationales se veut « réaliste », une sorte d'actualisation wébérienne[27] de l'éthique de responsabilité. Moscou l'oppose à une éthique de conviction, celle que constituent les invocations humanitaires, les indignations (jugées sélectives) et la « morale » des Occidentaux[28]. Pour Moscou une intervention extérieure et un renversement brutal du régime viendraient encore ajouter au chaos ambiant. La présentation du conflit par certains médias occidentaux et arabes est perçue comme *mainstream* : les Russes critiquent leur rôle d'auxiliaires des partisans d'une intervention armée en Syrie auprès des opinions publiques, y compris en manipulant l'information, en maniant l'émotion et en privilégiant systématiquement les sources de l'opposition[29].

C'est à l'aune de ces principes que doit se comprendre la réaction russe à la reconnaissance unilatérale par la France de la Coalition Nationale formée à Doha le 11 novembre 2012, qualifiée par Dmitri Medvedev, d'« inacceptable ». L'objectif de cet embryon de « gouvernement provisoire » incluait dans ses statuts un départ d'Assad et écartait la possibilité d'une négociation avec le régime[30]. Pire, pour les Russes, la charte prévoyait le démantèlement des structures politico-militaires syriennes, comme si les Occidentaux n'avaient rien appris du fiasco américain en Irak !

Plus fondamentalement, les Russes qui tiennent à un règlement politique de la crise en Syrie voient dans la militarisation du conflit et la montée en puissance des groupes djihadistes un danger sur le long terme, y compris pour l'Occident lui-même. La séquence des guerres de Tchétchénie continue d'être lue comme un conflit importé de l'extérieur par l'envoi de combattants wahhabites. La Tchétchénie constitue d'ailleurs l'une des grilles d'analyse de Moscou sur le conflit syrien. La Russie ne manque jamais l'occasion de rappeler à ses partenaires que la fourniture d'armes sophistiquées comme des missiles sol-air ne ferait qu'ajouter au chaos. Elle ne peut se permettre de couvrir une stratégie dont elle pourrait être aussi la victime par contagion sur son propre espace, elle qui compte près de 22 millions de musulmans.

À l'inverse, le repli (tactique ?) des États-Unis a été manifeste. Faut-il pour autant parler d'un « déclin » de la superpuissance mondiale ? La stratégie prônée est davantage celle d'une puissance « intelligente » attentive au partenariat et à la réévaluation de certains enjeux clés comme la coopération, le dialogue et le développement. Le concept de *smart power*, énoncé par Suzanne Nossel en 2004[31] et repris par Hillary Clinton en 2009 est peut-être plus complexe. Cette nouvelle définition de la puissance américaine est avant tout une façon de faire de nécessité vertu : la puissance ne peut s'imposer que par son adéquation au contexte[32]. Or, quel est le contexte ? Un effacement de l'« Occident » dans un concert mondial de plus en plus multipolaire. C'est aussi l'affaiblissement de la puissance militaire par le développement des stratégies de déni d'accès, dont le poids a été important dans le cas syrien : la projection de forces se heurte à des systèmes d'armes antiaériens notamment capables d'infliger suffisamment de pertes pour que le conflit ne soit pas « vendable » aux opinions publiques. Or, ces évolutions récentes ont été brusquement mises en lumière par le conflit en Syrie. Elles semblent redessiner ce qui pourrait être le monde multipolaire de demain.

Punir ou réfléchir : quand la France ne choisit pas

La France est sans doute le pays qui, avec le Qatar et l'Arabie Saoudite, a le plus perdu dans le conflit syrien, du fait de son positionnement de départ, mais surtout parce que la diplomatie française a été incapable de s'adapter ou de

manœuvrer habilement. « Un fiasco politico-médiatique de nature à affaiblir durablement la position diplomatique de la France », écrit Bernard Squarcini, l'ancien chef des renseignements français[33]. Comme le rappelle Olivier Zajec dans un article du *Monde diplomatique*, « l'Élysée et le Quai d'Orsay auront réussi le tour de force simultané d'exaspérer Washington, de gêner Londres, de faire lever les yeux au ciel à Berlin, de désespérer Beyrouth, de déclencher un concert de soupirs à Bruxelles et d'amuser les joueurs d'échecs de Moscou[34]. »

Dès les débuts de la crise syrienne, les grandes puissances, mis à part la Russie, se plaçant dans une perspective court-termiste, avaient évacué toute solution politique, comptant sur un écroulement rapide du régime. Tous les moyens furent bons et chaque coup porté au régime, même quand le *modus operandi* était condamnable, était bon à prendre. Comme c'était prévisible dès le début, seule une solution politique était envisageable et au-delà même de l'intérêt des Syriens, dans l'intérêt de la région et des Occidentaux. Au lieu de cela, le conflit a encore approfondi la fracture entre le monde sunnite et le monde chiite, déjà si tragique en Irak, et surtout encouragé une spirale de la violence dans une région qui n'en avait pas besoin. Les atermoiements constants de la France, en particulier sa volonté de saboter toute médiation ou toute conférence qui aurait permis de faire baisser la tension, une première fois en juin 2012 puis en mai 2013, sont directement responsables de la prolongation du conflit. Pire, le soutien indirect à la frange de la rébellion la plus extrémiste, la plus dangereuse même pour l'Occident lui-même, par le biais de la sous-traitance effectuée par l'intermédiaire des Saoudiens et des Qataris, est lourd de menace pour l'avenir de l'Europe elle-même. Gilles Kepel a souligné combien les puissances du Golfe avaient participé massivement au recrutement, au financement et à l'armement des djihadistes, en partie pour se débarrasser de la menace politique que ces groupes takfiristes faisaient peser sur ces pays eux-mêmes. Mais les experts sont unanimes : ni l'Afghanistan, ni l'Irak, ni même la Bosnie n'avaient suscité un tel afflux de candidats au *djihad*. Les mêmes n'hésitent pas à parler de plusieurs dizaines de milliers de combattants étrangers en Syrie, chiffre inégalé. Les départs enregistrés depuis l'Europe, et en particulier depuis des pays comme la Belgique ou la France, sont préoccupants au point que les services de renseignements ont tiré la sonnette d'alarme face à l'ampleur inédite des départs. La France détient probablement la palme

européenne avec plus de 800 départs, dont des mineurs, des femmes et des combattants grenoblois qui se sont distingués tout récemment par leurs exactions particulièrement atroces sur des civils syriens. Qui peut croire que ces jeunes fanatisés rentreront dans le rang s'ils reviennent de Syrie ? À l'heure de Youtube et de Facebook, la prolongation de cette guerre civile aux portes de l'Europe suscite l'engouement à distance de toute une frange de populations fragiles qui ont ainsi le *djihad* à portée de clic. Les groupes djihadistes eux-mêmes ont parfaitement saisi la dimension exemplaire et pédagogique de leurs exploits postés sur le réseau internet. Mohamed Merah n'est que la partie émergée de l'iceberg ont prévenu les services secrets français… Et les humanitaires Français qui opèrent à la frontière nord de la Syrie, qu'ils soient médecins ou infirmiers, redoutent désormais ces jeunes Français djihadistes. Aisément reconnaissables à leurs tenues achetées chez Décathlon, ces derniers les désignent comme otages potentiels aux groupes rebelles à court d'argent. Car le Français se négocie autour de 4 millions de dollars sur le marché de l'otage.

La diplomatie française a d'autre part échoué à faire émerger une opposition crédible. Le Quai d'Orsay, tellement persuadé d'une chute de Bachar al Assad, était prêt à rééditer sans crier gare le « coup » libyen, quand le CNT que personne ne connaissait ni ne reconnaissait devint l'organe reconnu internationalement de l'opposition libyenne. La France a laissé faire une islamisation de la révolte qu'elle savait pertinemment encouragée par nos alliés saoudiens et qataris. En janvier 2012, il nous avait été répondu par un agent du quai d'Orsay : « Nous le savons, mais nous ne pouvons pas le dire… » Le problème de cette politique brouillonne, imprécatoire, est qu'elle fut de surcroît menée à moitié, parsemée de reculades et de contradictions. Ainsi la France, toujours très en pointe, avait annoncé en fanfare à la suite de la création d'une Coalition Nationale syrienne à Doha en novembre 2012, qu'une « ambassade » de l'opposition syrienne serait ouverte à Paris. Mais son « ambassadeur » Monzer Makhous se plaignait encore récemment d'avoir des locaux exigus (son propre domicile parisien) et de s'être vu refuser une véritable ambassade par Paris. Et reconnaissait à demi-mot ne pas avoir les moyens de travailler… La France a accumulé des erreurs qu'elle paiera. À l'heure où le régime semble devoir se maintenir, il sera difficile de retrouver des voies de discussion. Le lycée Charles De Gaulle, dont les Syriens francophones étaient si fiers, a

également été fermé du jour au lendemain, abandonnant des centaines de familles à leur sort ainsi que leurs équipes pédagogiques. Il a fallu le courage et le dévouement d'un proviseur à la retraite pour que le lycée soit rouvert, en dehors de toute nomination officielle.

Il ne s'agit pas seulement d'une erreur stratégique mais de quelque chose qui ne cadre pas avec ce que le monde et le Proche-Orient attendent de la diplomatie française : être capable de parler avec tout le monde, avoir une position équilibrée et mesurée, au lieu de quoi nous avons fait preuve d'un atlantisme à courte vue. Les bons sentiments, la morale et le jusqu'au-boutisme (qui finira même par agacer nos alliés, y compris sur le dossier iranien) ont prévalu. Les historiens se souviendront longtemps de cette drôle d'idée du chef de l'État français de subordonner entièrement sa décision à celle du Congrès américain, idée qui s'est de surcroît muée en camouflet lorsque tout a été annulé par un simple coup de téléphone en provenance d'Outre-Atlantique. La France n'a-t-elle comme seule ambition que de jouer les brillants seconds, de faire mieux que la Grande-Bretagne dans le rôle de relais des États-Unis dans le monde ? D'autant que les Américains n'en demandaient pas tant. Et ils ne se sont pas dispensés d'écarter la France de l'arrangement avec Moscou sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Ailleurs, le jusqu'au-boutisme français en agace plus d'un : le dossier iranien est ainsi celui où la France est la plus intransigeante mais aussi la plus critiquée. Comme l'a déploré Vali Nasr, ancien conseiller diplomatique d'Obama, les États-Unis sont en train de devenir un pays dont on peut se passer et qui cherche à limiter son empreinte dans la région[35]. Les responsables français ne l'ont pas compris.

Avec l'utilisation de gaz chimiques le 21 août 2013, les chancelleries repartirent à l'offensive, alors que la torpeur semblait gagner les « amis de la Syrie » et que l'on s'acheminait vers Genève 2… Immédiatement, le système médiatique s'est emballé, relayant les projets des chancelleries occidentales : la logomachie s'empare alors du mot « gaz », renvoyant ainsi inconsciemment aux souvenirs de la Seconde Guerre Mondiale. Mais si l'on regarde les opinions publiques à cette période de la fin de l'été 2013, on s'aperçoit aussi, en particulier dans l'opinion publique américaine, que la question des armes de destruction massive a laissé des souvenirs douloureux, après l'épisode du Conseil de Sécurité en 2003, lorsque Colin Powell avait brandi son petit flacon

de pseudo-anthrax. Et la diplomatie française de faire du zèle une fois encore, de monter au créneau au risque de devoir se dédire… ce qui s'est d'ailleurs passé. Exemple de cette précipitation : le fameux rapport de la DGSE publié le 2 septembre 2013 par Matignon et intitulé « Programme chimique syrien – Cas d'emploi passés d'agents chimiques par le régime – Attaque chimique conduite par le régime le 21 août 2013. » Dès le 31 août, en prévision des frappes du soir qui n'eurent jamais lieu, le ministère de la Défense avait fait fuiter ce texte dans le *Journal du Dimanche* à paraître le lendemain. Or, ce dernier n'a convaincu personne. Le rapport, présenté en fanfare comme « déclassifié », n'est qu'une mouture arrangée par les services du Premier ministre à partir de notes de la DGSE, notes qui traditionnellement sont constituées de réflexions et d'analyse de la « boîte » et présentant plusieurs hypothèses. Ici, une seule de ces hypothèses a été retenue. Très sommairement, elle revenait à dire que :

1/La Syrie possède des armes chimiques

2/Des armes chimiques ont été utilisées le 21 août 2013

3/Donc le régime les a utilisées.

Or, comme le confirme Bernard Squarcini, ancien patron des services de renseignements, dans un livre récent : « Les habitués de ce genre de notes savent que l'emploi trop fréquent de l'expression "nous estimons" (en l'occurrence pas moins d'une dizaine de fois) laisse entendre qu'aucun fait avéré n'est disponible et qu'on peut, par déduction ou induction, seulement produire de simples hypothèses et analyses. La phrase "nos services ont récupéré sur le terrain…" ne peut que s'entendre de la manière suivante : les agents locaux de la rébellion nous ont transmis des échantillons… Et lorsqu'on lit : "nos services disposent d'informations, de source nationale, laissant penser que d'autres actions de cette nature pourraient être encore conduites", on peut tout aussi bien comprendre que les grandes oreilles de la DGSE et de la DRM ont intercepté des communications allant dans ce sens, mais qu'il leur est difficile d'en attribuer avec certitude la paternité. Enfin, lorsqu'on cite à l'appui "les renseignements crédibles de plusieurs partenaires", on ne peut que se reporter directement aux analyses des services américains, britanniques et turcs[36]… »

Le régime syrien et son allié russe quant à eux attribuent immédiatement cette attaque à l'arme chimique à l'opposition : il s'agirait selon eux d'une mise en scène orchestrée par les rebelles de Liwa al Islam, un groupe soutenu par

l'Arabie Saoudite pour faire porter le chapeau à Bachar al Assad. Et cette hypothèse ne paraît pas totalement farfelue. Sans vouloir sous-estimer le côté retors du régime et l'hypothèse d'une « initiative malheureuse » d'un officier de l'armée régulière, on pouvait se poser la question de savoir quel intérêt réel le gouvernement syrien aurait eu à mener une attaque chimique d'une telle ampleur, alors qu'une délégation onusienne venait tout juste d'arriver en Syrie, précisément pour enquêter, à la demande de Damas sur l'utilisation de telles armes… À l'époque déjà, l'on sait que des groupes rebelles incontrôlables ont leur propre agenda, qui est celui de certains services de sécurité, notamment turcs et saoudiens, et ne reculent devant rien. Certains radicaux d'*Al Nosra*, par exemple, étaient tout à fait capables de monter une telle mise en scène. D'autant plus qu'en mai 2013, une douzaine de leurs membres avaient été arrêtés en Turquie en possession d'éléments chimiques dont certains se sont avérés être du gaz sarin. À l'automne 2013, la Turquie devait même intercepter plusieurs camions qui se dirigeaient vers le territoire syrien et découvrir des composants chimiques qui ne faisaient aucun doute sur les intentions des commanditaires.

S'agissait-il pour Ankara et Ryad d'une façon cynique d'essayer de rebondir, en s'appuyant sur la ligne rouge qu'avait fixée Barack Obama et tenter de torpiller un processus qui de toute façon paraissait inéluctable, un an après l'échec de Genève 1 ? La situation en août 2013, la reconquête du terrain perdu par l'armée régulière, avaient définitivement rendu caduque une sortie de crise du point de vue militaire. Les réticences des États-Unis et de la plupart des pays européens, à l'exception notable de la France, à fournir de l'armement performant aux rebelles étaient là pour en témoigner. Devant la désorganisation et l'atomisation des groupes armés sur le terrain, la fourniture d'armes ne ferait que déstabiliser davantage la région tout entière.

En fait, Barack Obama s'était en quelque sorte piégé lui-même avec la définition d'une « ligne rouge » en août 2012. Car la reculade de Washington quelques semaines plus tard va provoquer la colère de l'Arabie Saoudite. Se sentant contrarié dans ses projets, le Royaume annonçait fin octobre 2013 qu'il refusait de siéger comme membre non-permanent du Conseil de Sécurité. Plus humiliant encore, les services de renseignements saoudiens n'apprenaient la nouvelle de l'annulation des frappes américaines que par CNN. Comme réponse à ce qui s'apparente à un véritable caprice de la diplomatie saoudienne, il faudra

une visite de John Kerry au vieux roi Abdallah au début de novembre 2013. Mais le prince Bandar Ben Sultan as Saoud, le tout-puissant chef des renseignements, boudera la visite du Secrétaire d'État américain en annonçant de son côté le gel de la coopération de son pays avec la CIA et la mise sur pied d'une armée entièrement dévolue aux intérêts saoudiens en Syrie : le Front Islamique dont l'objectif est d'instaurer la *charia*… Depuis le prince Bandar a été écarté, du fait des pressions très fortes de Washington, mais officiellement pour subir une opération chirurgicale. Aurait-il payé aussi pour certaines initiatives précipitées en Syrie ?

Mais il semble qu'il faille aussi lier cette absence de vision française et ce revirement spectaculaire de l'esprit de la diplomatie française, à la relation non plus traditionnelle (la fameuse politique arabe de la France), mais à la véritable inféodation de la diplomatie française aux monarchies du Golfe. Le manque de marge de manœuvre budgétaire de l'État expliquerait que nous sommes devenus les vassaux de nos clients dans le domaine de la vente d'armes, Arabie Saoudite en tête. Pour quelques milliards de plus, François Hollande s'est prêté au jeu de la visite officielle au royaume wahhabite pour clôturer l'année 2013. Et l'Arabie Saoudite va investir jusqu'à 15 milliards d'euros pour financer… le Grand Paris, apprenait-on subrepticement à la mi-février 2014. Ce manque de pragmatisme et cet entêtement tiennent quasiment de l'obstination voire du suicide diplomatique. Et que dire de l'embarras de la France lorsque l'on découvre que des centaines de jeunes français partent faire le *djihad* en Syrie : n'est ce pas après tout ce que nous encourageons depuis trois ans en soutenant verbalement et en armes des gens qui poursuivent le même but ? La diplomatie française a profondément méconnu la situation en faisant abstraction du contexte international. L'ordre mondial qui se met en place a plus que jamais besoin de réalisme, de formalisme et de droit international : bien souvent la France a prétendu s'en affranchir ces dernières années. Comment peut-on avec François Hollande parler de frappes militaires sur la Syrie le 27 août 2013, avec comme objectif de « punir » le régime, tout en rappelant deux jours plus tard qu'il n'y a de solution que politique dans la crise syrienne ? À l'approche de la conférence de Genève 2, début 2014, Laurent Fabius martelait ce slogan : « Il n'y a pas d'autre solution au drame syrien que la solution politique. » C'est à se demander s'il y a un pilote dans l'avion… après trois ans d'une politique qui a précisément

consisté à faire l’inverse.

De guerre lasse, Assad plutôt que le chaos

Il est très probable que la crise syrienne est entrée dans une nouvelle phase depuis le printemps 2013 et la reprise de Qusayr : le régime a su éluder totalement les problèmes politiques au profit des préoccupations sécuritaires et la majorité de la population le suit sur ce point. Le régime de Damas ne tombera pas et surtout pas par la violence. Désormais, la part la plus attentiste des Syriens est lasse. Elle a fini par souhaiter le retour de l’État et de l’armée plutôt que l’anarchie et le chaos des rebelles. Par lassitude et par dégoût, bien sûr. Tous les connaisseurs du dossier savent combien les opposants pacifiques et même certains Syriens qui avaient toujours été critiques envers le régime ont dû, la mort dans l’âme, convenir qu’il valait mieux Assad que le chaos. Certains opposants comme Randa Kassis, ancienne membre du CNS, ont vu très tôt vers quelle politique suicidaire les monarchies du Golfe emmenaient l’opposition syrienne. Elle préside à présent le Mouvement pour la Société civile et prône le dialogue politique avec toutes les parties, y compris le régime.

Il n’y aura pas pour le moment de solution politique sans Bachar al Assad. L’on oublie trop souvent que la politique est affaire de rapport de forces. On ne peut que s’étonner de la façon monolithique qu’ont eu les « Amis de la Syrie » de considérer l’opposition syrienne. Malgré quelques arrangements cosmétiques visant à réduire le nombre des membres affiliés à la Confrérie des Frères Musulmans, la CNS souffre toujours d’un déficit de représentativité. Elle ne parviendra sans doute pas à se faire reconnaître par les combattants sur le terrain, qui l’ont massivement rejetée à l’automne 2013. Le régime l’a bien compris, lui qui tenait prêts ses négociateurs depuis un an, mais qui fit tout pour que Genève 2 ne débouche pas sur grand-chose. Et Assad se présentera tout naturellement à l’élection présidentielle de 2014, même si les conditions de sécurité ne sont pas assurées.

D’une certaine façon, Genève 2 avait déjà eu lieu avant l’hiver 2014. C’était en septembre 2013, lors de l’accord américano-russe sur la neutralisation de l’arsenal chimique de Damas. À cette occasion, le régime syrien avait été officiellement renforcé comme interlocuteur légitime, réintégré dans le jeu diplomatique. En mettant tout le monde autour de la table à Genève, il s’agissait surtout de faire baisser l’intensité de la violence. Quelques signes avant-coureurs

semblent l'annoncer. Les Européens reprennent le chemin de Damas : les canaux sont rouverts et les ambassadeurs tentent de revenir. La République Tchèque, la Suède, le Danemark ou l'Espagne envisagent de reprendre la coopération, notamment sécuritaire, avec le régime. Plusieurs milliers de djihadistes venus d'Europe se trouvent en Syrie. Dont au moins 800 Français. Il faudra « accompagner » leur retour éventuel, et pour cela nous aurons besoin de renseignements. Ali Mamlouk, le tout puissant chef des renseignements syriens a rencontré récemment des émissaires français. C'est un début, mais Damas exigera beaucoup de Paris et notamment la réouverture préalable de l'ambassade fermée en mars 2012. Ce n'est plus sur le chemin de Damas qu'il faudra se rendre, mais à Canossa…

Le régime est sorti consolidé par la Conférence de Genève. Désormais, c'est sans doute sur un scénario à la Tchétchène qu'il faut envisager une sortie de crise. Le régime est prêt à négocier directement avec les rebelles, pour peu qu'ils soient syriens. Les autorités de Damas ont bien compris l'enjeu : elles n'ont de cesse d'expliquer que le terrorisme est importé, que les rebelles sont pour la plupart étrangers et que la Syrie est en guerre contre l'extérieur. De nombreuses trêves ont été négociées et certains combattants rebelles ont même rejoint les Forces de Défense Nationale. Les échanges de prisonniers se multiplient, comme celui qui vit le 9 mars 2014, échanger les douze religieuses orthodoxes de Maaloula contre 150 femmes, épouses ou membres de la famille de rebelles.

Comme en Tchétchénie, le pouvoir central aura intérêt à jouer la carte du nationalisme pour renationaliser le conflit ; couper les rebelles de leurs soutiens extérieurs, dénoncés comme une ingérence extérieure et monnayer leurs redditions contre des places, des concessions d'autonomie et de l'argent, beaucoup d'argent. C'est pourquoi *Jabhat al Nosra* s'en prend de plus en plus aux unités plus nationalistes de l'« ASL » qu'elle sait fragiles. En cas de basculement de certains rebelles du côté du pouvoir, le signal de la curée serait donné et les groupes djihadistes en feraient les frais les premiers, avec le concours des Kurdes du PYD.

Quant aux acteurs régionaux, il ne faut pas sous-estimer les capacités de revirement de leur politique. Les paroles engagent finalement si peu en Orient. Si la situation l'impose, Ankara reprendra l'idylle interrompue en 2011 avec Damas. Pour la Turquie, il en va de sa sécurité. Et Erdogan se souviendra peut-

être du temps où il appelait Bachar son « petit frère ». Quant au Qatar, il pourra jouer efficacement le rôle dans lequel il excelle, celui d'intermédiaire ambigu mais efficace dans tous les conflits de la région : quelques milliards de dollars feront vite oublier le rôle trouble qu'il a joué lors de ces trois dernières années de guerre civile.

L'Iran, dopé par son accession symbolique au rang des puissances régionales grâce à l'accord d'octobre 2013, se relève des sanctions économiques : les Américains parient sur son développement pour faire taire les velléités guerrières.

Les véritables perdants de l'équation sont sans conteste l'Arabie Saoudite et Israël, les deux pivots de l'ancrage des États-Unis dans la région. L'Arabie Saoudite craint d'être mise de côté par le retrait progressif des Américains du Moyen-Orient. Son rôle puissant dans le financement du terrorisme en Syrie, mais aussi au Sahel et en Afrique, doit être à présent mis sur la table. Quant à Israël, le retour de l'Iran dans les combinaisons régionales, que les États-Unis ont encouragé récemment, suscite la crispation des autorités et l'impression d'une trahison de la part de l'allié américain. Les frappes régulières auxquelles se livre l'État hébreu en Syrie témoignent de cet état de fébrilité face à une situation inédite pour Israël, qui depuis 1973, n'a pratiquement jamais rien eu à redouter venant du front syrien.

Quoi qu'il en soit, rien ne sera plus comme avant en Syrie. La violence mettra des années à s'estomper tant la circulation des armes et des combattants a été intense. La région tout entière, la Turquie en particulier mais aussi l'Europe toute proche risquent de pâtir longtemps des conséquences du conflit. Après l'abrogation de la loi d'urgence en 2011, la fin du parti unique en 2012, on voit mal ce qui pourra subsister du dessein de Michel Aflaq : les circonstances voient déjà de fait la Syrie se cantoniser en zones bien individualisées, parfois à base ethnique, dans un contexte de violence de basse intensité. Or, la Syrie est-elle gouvernable dans un contexte d'autonomies locales ? En réalité, le baasisme est déjà mort. Au sein même de l'appareil politique du régime comme chez les rebelles, ce sont ceux qui auront entretenu une force militaire qui exerceront les responsabilités dans la Syrie de demain, marginalisant les civils et les opposants pacifiques. Faute d'avoir eu une vision « politique » du conflit, l'Occident n'a pas eu de prise sur les événements : l'avenir de la Syrie sera d'autant plus

complexe à déchiffrer. Mais il faudra faire avec cette Syrie nouvelle.

SYRIE

Pourquoi l'Occident s'est trompé

Au printemps 2011, la Syrie bascule dans une crise politique qui se mue très vite en une atroce guerre civile. En trois ans, ce conflit a fait 150 000 morts, des millions de réfugiés et causé des dégâts irréversibles au patrimoine culturel.

Pourquoi ne pas l'écrire ? Sur le dossier syrien, l'Occident s'est trompé. D'erreurs d'appréciation en déclarations intempestives, les grandes puissances, dont la France, ont donné la pénible impression d'une diplomatie de l'improvisation. Les envolées martiales peinent à cacher l'indigence tragique d'une politique parfois menée par des hommes que la complexité du dossier syrien rebute.

Aujourd'hui, la Syrie est un sanctuaire pour le Djihad mondial. Comment en est-on arrivé là ? Cet essai répond en tentant d'analyser les simplifications qui ont coûté si cher à tout un peuple.

› Avant propos de Renaud Girard,
grand reporter international au Figaro.

Frédéric PICHON *est arabisant et chercheur. Il sillonne le Moyen-Orient depuis plus de dix ans, en particulier la Syrie à laquelle il a consacré sa thèse de doctorat. Régulièrement sollicité par les médias nationaux sur la crise syrienne, il enseigne la géopolitique et a publié plusieurs articles de référence sur le conflit en cours. Il est l'auteur de* Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord *(en collaboration), PUF, 2012.*

9 782268 076058

13,50 €

1. Voir à ce propos l'analyse qu'en fait Barbara Loyer, directrice de l'Institut Français de Géopolitique dans *Hérodote*, n° 146-147,
3e - 4e trimestre 2012, pp. 97-99.
2. Il faut cependant reconnaître que l'ambassadeur de France à Damas Éric Chevallier, a alerté sa hiérarchie sur la résilience certaine du régime dès les premières semaines et qu'il n'a pas été suivi par un ministre qui a proclamé partout que sa chute était une question de jours…
3. Voir à ce sujet le témoignage émouvant de Fawaz Hussain, kurde syrien, écrivain de langue française dans *Les Sables de Mésopotamie,* Éditions du Rocher, 2007.

4. Voir à ce sujet Fabrice Balanche, *Les alaouites, une secte au pouvoir*, *Outre Terre*, n° 14, mars 2006 et plus généralement du même,
La région alaouite et le pouvoir syrien, Paris, Khartala, 2006.

5. Voir Stéphane Valter, *La construction nationale syrienne. Légitimation de la nature communautaire du pouvoir par le discours historique*, Paris, CNRS éditions, 2002.

6. Fabrice Balanche, *Géographie de la révolte syrienne*, *Outre-Terre*, 2011/3, n° 29, p. 439-458.

7. Ce dernier fut déclaré *persona non grata* en 2011 par les autorités françaises qui lui refusèrent un visa. Il venait participer au congrès de l'UOIF.
8. Parti Ouvrier d'Unification Marxiste regroupant les anarchistes espagnols que les communistes, sur ordre de Staline, éliminèrent méthodiquement avant de s'en prendre aux franquistes.
9. Voir le rapport du CF2R : http://www.cf2r.org/images/stories/RR/rr11-syrie-une-libanisation-fabriquee.pdf
10. Une journaliste à qui nous expliquions l'orientation probable – frèriste – de l'OSDH nous rétorqua avec étonnement : « Mais pourtant, il y a les droits de l'homme, c'est rassurant, non ? »
11. Sur les trucages opérés par Al Jazeera, voir le rapport du CF2R : http://www.cf2r.org/images/stories/RR/rr11-syrie-une-libanisation-fabriquee.pdf
12. Le terme désigne les provinces arabes de l'Empire Ottoman situées au Moyen-Orient, moins l'Irak. On trouve aussi parfois le terme de « Grande Syrie ».
13. Ce dernier avait pourtant déjà séjourné en URSS. En 1958, Hafez al Assad y passe onze mois dans le cadre de sa formation de pilote de chasse et apprend le russe. Il ne le parla jamais officiellement, comme d'ailleurs aucune langue autre que l'arabe.
14. Le rapport Valdai de juin 2012 extrapole quelque peu le poids de ces « minorités » en Syrie en avançant, toutes confessions et ethnies confondues, le pourcentage de 40. Tout dépend de l'estimation faite par chacune d'elles, aucune statistique confessionnelle ou ethnique n'étant effectuée par les autorités syriennes. Logiquement, à l'instar du groupe chrétien, ces évaluations sont souvent optimistes. Valdai Club analytical report, *Transformation in the Arab world and Russia's interests*, juin 2012, p. 54.
15. Rifaat al Assad, le frère d'Hafez, recevra ainsi dans les années 1970 un doctorat (*honoris causa*) de Sciences Politiques de l'Académie des Sciences d'URSS. L'actuel « ambassadeur » de la coalition nationale syrienne à Paris, Monzer Makhous, est titulaire d'un doctorat en Géologie obtenu en 1993 à l'Université d'État de Moscou.

16. Patrick Seale, *Asad, the struggle for the Middle East*, 1990,
p. 398 sq.
17. Il s'agit notamment des systèmes de missiles Buk-M2 et Pantsir-S1 (dénommés respectivement SA-17

et SA-22 par l'OTAN).

18. *Officials : Syrian rebels' arsenal includes up to 40 antiaircraft missile system, The Washington Post*, 29 novembre 2012.

19. Il s'agit de l'imprimerie nationale russe Goznak : http://fr.rian.ru/world/20120803/195570876.html

20. Hubert Védrine, op. cit., p. 143.

21. *La Tribune*, 30 octobre 2013.

22. Georges Malbrunot et Christian Chesnot, *Qatar, les secrets du coffre-fort*, Éditions Michel Lafon, mars 2013.

23. 24 juin 2013.

24. Georges Malbrunot et Christian Chesnot, *Qatar, les secrets du coffre-fort fort*, p. 183, Éditions Michel Lafon, mars 2013.

25. CF2R (Centre français de recherche sur le renseignement), direction Éric Dénécé, *La face cachée des révolutions arabes*, p. 184, Éditions Ellipses.

26. Cité par Laurent de Saint-Périer dans *Jeune Afrique*, 23 janvier 2013.

27. Max Weber, *Le Savant et le Politique*, Plon, 1959 pour l'édition française.

28. Rappelons qu'en février 2012, Alain Juppé avait parlé de « *tâche morale* » pour qualifier la position russe sur le dossier syrien.

29. Valdai Report p. 53.

30. La charte de la coalition comporte 10 points parmi lesquels *: 2/*Les parties signataires ont pour objectif commun de renverser le régime, ses bases et ses symboles, démanteler les appareils sécuritaires et déférer en justice ceux qui ont été impliqués dans les crimes commis contre les Syriens. 3/La Coalition s'engage à n'engager ni dialogue, ni négociation avec le régime.

31. « Smart Power », *Foreign Affairs, 02/2004*.

32. Bertrand Badie, *Puissances d'hier et de demain, l'État du monde* 2014, Éditions La Découverte.

33. Bernard Squarcini et Étienne Pellot, *Renseignement français : nouveaux enjeux*, éditions Ellipses, 2013.

34. *Cinglante débâcle de la diplomatie française*, *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

35. Vali Nasr, *The Dispensable Nation : American Foreign Policy in Retreat*, Doubel Day, 2013.

36. Bernard Squarcini et Étienne Pellot, *Renseignement français : nouveaux enjeux*, éditions Ellipses, 2013.

Table des matières

Avant-propos

Introduction

I Anatomie du conflit : un pays mosaïque

L'asabiyya alaouite

Qui sont les alaouites ?

La famille Assad

La faute à la mondialisation

L'islamisme comme moteur de la révolution

II Dans l'euphorie du printemps arabe

Révolte ou révolution démocratique ?

Le traitement médiatique du conflit syrien

La psywar, une arme inefficace

III L'impossible intervention internationale

Le grand retour de la Russie

La Syrie, une clientèle ?

La Syrie, un verrou stratégique

La question taboue du djihadisme

IV L'insoutenable légèreté de la France

Les néoconservateurs n'ont pas disparu

Nos amis du Qatar

Et les chrétiens de Syrie ?

À la recherche de l'opposition syrienne

Que veut-on vraiment en Syrie ?

V Syrie, laboratoire d'un basculement du monde

L'échec de l'occidentalisme

Punir ou réfléchir :
quand la France ne choisit pas

De guerre lasse, Assad plutôt que le chaos

Table of Contents

Avant-propos
Introduction
I Anatomie du conflit : un pays mosaïque
L'asabiyya alaouite
Qui sont les alaouites ?
La famille Assad
La faute à la mondialisation
L'islamisme comme moteur de la révolution
II Dans l'euphorie du printemps arabe
Révolte ou révolution démocratique ?
Le traitement médiatique du conflit syrien
La psywar, une arme inefficace
III L'impossible intervention internationale
Le grand retour de la Russie
La Syrie, une clientèle ?
La Syrie, un verrou stratégique
La question taboue du djihadisme
IV L'insoutenable légèreté de la France
Les néoconservateurs n'ont pas disparu
Nos amis du Qatar
Et les chrétiens de Syrie ?
À la recherche de l'opposition syrienne
Que veut-on vraiment en Syrie ?
V Syrie, laboratoire d'un basculement du monde
L'échec de l'occidentalisme
Punir ou réfléchir : quand la France ne choisit pas
De guerre lasse, Assad plutôt que le chaos